

LUNDI 19 MAI 2014

- = **[Archive] Robert Hirsch : la production pétrolière va commencer à décliner dans les 5 ans** p.1
- = **L'Etat client de qui ?** p.10
- = **L'Espagne modifie la loi sur la banqueroute pour sauver des emplois** p.12
- = **Avez-vous les moyens de faire partie de la classe moyenne ?** p.14
- = **La "renaissance" des Etats-Unis causera la fin du dollar** p.17
- = **La malédiction des classes moyennes** p.19
- = **« Arrêt du fixing de l'argent de Londres. Ce qu'il faut en retenir »** p.23
- = **Les marchés seront-ils déçus ?** p.31
- = **L'opinion publique ne croit pas que la crise soit définitivement terminée. Et elle a raison!** p.32
- = **Pourquoi les ventes d'art contemporain enchaînent les records** p.35
- = **Espagne, Grèce, Portugal... : DES RÉSULTATS QUI NE SOUFFRENT PAS DISCUSSION !** p.37
- = **Sur le marché des brevets, LES FINANCIERS ONT UN TEL TALENT !** p.38
- = **Economie monétaire : il suffira d'un matin...** p.40
- = **D'une désillusion à une déflation** p.41
- = **Une gigantesque transformation sociale nous attend** p.42
- = **Le Yéti change de chemise** p.43
- = **Chine : Les bulles sur l'immobilier et les périls de l'argent facile** p.45
- = **La Deutsch Bank n'a plus de sous, et va recapitaliser et se vend au Qatar!** p.49
- = **Sommes-nous à l'ère de Big Brother ?** p.51



[DU FOND DES ARCHIVES (un seul article de 2009)]

Robert Hirsch : la production pétrolière va commencer à décliner dans les 5 ans

21 septembre 2009

Robert Hirsch est un éminent spécialiste des questions énergétiques qui a travaillé durant toute sa carrière dans les différents secteurs de cette industrie, d'abord en tant que serviteur de l'Etat, puis dans le privé. M. Hirsch est à l'initiative d'une célèbre étude sur le pic pétrolier publiée en 2005 par le Ministère de l'Energie des USA (DOE). Répondant ici aux questions de Steve Andrew, pour l'ASPO, il revient sur son parcours professionnel, les circonstances de la publication du rapport du DOE, et la réaction pour le moins embarrassée des autorités devant les résultats de son étude. M. Hirsch estime qu'entre 10 et 20 ans seront nécessaires pour effectuer les transformations des infrastructures, équipements, processus et modes de vie qui seront requises avec la raréfaction du pétrole. Après plusieurs années passées à étudier ce dossier, il estime aujourd'hui que nous disposons de moins de cinq ans avant que la production pétrolière mondiale ne commence à décliner, provoquant à coup sûr une récession de grande ampleur. Il est

grand temps, dit-il, que les responsables politiques aient le courage de faire face aux mauvaises nouvelles en provenance du secteur énergétique et osent enfin aborder cette question de front.



Robert Hirsch s'entretient avec Steve Andrews, pour l'ASPO (Association pour l'Etude du Pic Pétrolier), 7 septembre 2009

Question : Quelles ont été vos principaux domaines d'activité au cours de votre carrière dans le secteur de l'énergie ?

Hirsch : J'ai débuté dans l'énergie nucléaire. Puis j'ai fait de la recherche sur la fusion [nucléaire], et dirigé le programme gouvernemental en la matière. J'ai passé beaucoup de temps sur les énergies renouvelables, y compris la gestion du programme fédéral des énergies renouvelables. De là, je me suis dirigé vers l'industrie pétrolière, où j'ai dirigé la recherche à long terme sur le raffinage puis les carburants synthétiques. Plus tard, j'ai dirigé la recherche et le développement sur l'exploration et la production du pétrole et du gaz. Puis ensuite, je suis passé dans le secteur de l'énergie électrique - tous les aspects de l'énergie électrique. Et puis j'ai mené des études sur l'énergie, dont plusieurs années pour la Rand, SAIC, et maintenant MISI. En dehors de cette carrière professionnelle j'ai collaboré avec les Académies Nationales [des Sciences] dans le domaine des études sur l'énergie depuis 1979 et j'ai travaillé sur pratiquement tous les aspects de l'énergie avec ces académies, que ce soit en tant que participant ou en tant que président du comité de leur conseil sur l'énergie et les systèmes environnementaux.

Question : Quand avez-vous entendu parler du problème du pic pétrolier ?

Hirsch : J'ai pris connaissance du pic pétrolier après ma sortie de l'industrie pétrolière, car on n'en parlait pratiquement pas lorsque j'y étais. Au début des années 2000, j'avais fait une étude pour le Département de l'Énergie (DOE) traitant de la planification à long terme des recherches et du développement dans le secteur énergétique. Le pic pétrolier était l'un des six axes que j'avais défini. Auparavant, je n'avais jamais vraiment réfléchi sur ce sujet. C'est une sorte de bébé « goudron » ; une fois que vous mettez la main dessus, vous ne pouvez plus vous en détacher... Lorsque la production pétrolière déclinera, cela sera un enjeu déterminant pour l'humanité. Je suis donc impliqué depuis six ou sept ans dans l'analyse du pic pétrolier et des moyens de l'atténuer.

Question : Comment est née l'étude de 2005 du DOE sur le pic pétrolier ?

Hirsch : Essentiellement à mon initiative. Je travaillais avec le National Energy Technology Laboratory (NETL) du DOE à l'époque, et ils m'ont laissé beaucoup de latitude pour me pencher sur des sujets importants. J'ai senti que le pic pétrolier était extrêmement important, alors j'ai mené quelques recherches à titre personnel et j'ai ensuite proposé au NETL de réaliser une étude beaucoup plus complète, avec Roger Bezdek et Bob Wendling, qui sont des gens très capables, avec qui j'avais déjà travaillé précédemment, et qui sont très pragmatiques sur les questions de l'énergie et la réalité des problèmes. Le NETL a accepté. J'étais déjà sous contrat, et ils ont recruté Roger et Bob.

Nous étions en étroite coordination avec le NETL durant cette étude, de sorte qu'ils avaient des éléments et savaient ce qui allait en sortir. Mais quand ils ont vu le rapport final, ils ont été choqués, bien qu'ayant su ce qui allait être publié. Il n'y a là aucun jugement négatif sur les membres du NETL. Lorsqu'on est préoccupé la plupart du temps par autre chose, les mauvaises nouvelles qui vous parviennent ne retiennent pas nécessairement votre attention immédiatement.

Une fois le rapport terminé, la direction du NETL ne savait vraiment pas quoi en faire, tant il était dérangeant et avait des implications majeures. Finalement, la directrice a décidé qu'elle allait l'endosser car elle prenait sa retraite et ne craignait plus rien, à ce qu'on m'a dit. Le rapport n'a pas fait l'objet d'une large publicité. Il a fini par être remarqué par un lycée quelque part en Californie ; ensuite le NETL l'a mis sur son site web. Le problème pour les gens du NETL - ce sont vraiment des gens biens - c'est qu'ils subissaient beaucoup de pression pour qu'ils ne soient pas porteurs de mauvaises nouvelles.

Question : pressions de qui ?

Hirsch : De personnes appartenant à la hiérarchie du DOE. Cela a été le cas sous les deux administrations, républicaine et démocrate. Il y a, je crois, de nombreuses preuves, et certains fonctionnaires du DOE sont allés jusqu'à préciser que des membres de la direction du DOE, sous les deux administrations, ont compris qu'il y avait un problème et ont bloqué les travaux sur cette question. Sous le président Bush, nous avons non seulement pu réaliser la première étude, mais également une étude de suivi traitant de la dimension économique de l'atténuation du pic pétrolier. Après cela, la visibilité, est devenue assez grande pour que l'on dise au NETL d'arrêter toute nouvelle recherche sur le pic pétrolier.

Oui, ce fut terrible. Et c'était strictement une question politique et de nominations politiques, je n'ai aucune idée du niveau dans l'administration (actuelle et précédente), où ces questions ont été et sont traitées. Des membres de l'administration Clinton ont parlé du pic pétrolier, dont le président Clinton et le Vice Président Gore, et c'est également vrai pour l'administration Bush, comme c'est le cas, d'après ce que je sais, pour l'administration Obama.

L'histoire du pic pétrolier est certainement l'histoire de mauvaises nouvelles. Il n'y a aucun moyen pour embellir la réalité, à l'exception peut-être de ce que j'ai fait parfois, c'est-à-dire de déclarer qu'en 2050, nous aurons réussi, nous aurons traversé la récession due au pic pétrolier - très probablement une très profonde récession. À un certain point, nous allons nous en sortir parce que nous sommes des êtres humains, et que nous ne nous décourageons pas. J'ai foi dans les gens en fin de compte. Mais ce sont de mauvaises nouvelles et tout responsable du gouvernement qui prendra la parole pour annoncer ces mauvaises nouvelles devra enchaîner immédiatement en déclarant « voici ce que nous allons faire à ce sujet ». Mais personne ne semble prêt à cela.

Le pic pétrolier est un problème plus important que celui du système de santé, du déficit du budget fédéral, et ainsi de suite. Nous parlons de quelque chose qui, pour prendre une position médiane entre les prévisions apocalyptiques et l'optimisme inconscient de certains, sera extrêmement dommageable pour l'économie américaine et mondiale pour une très longue période. Il n'y a pas de remède miracle.

Question : Comment décririez-vous les enseignements majeurs que vous avez retiré de votre étude de 2005 ?

Hirsch : Ce que nous avons fait, consistait à étudier ce que serait un programme mondial d'urgence pour atténuer les conséquences [du pic]. Nous voulions savoir quel était le maximum de ce qui était humainement possible. C'est ce qui délimitait la recherche. Il y a de nombreuses raisons pour lesquelles, même dans les meilleures conditions, les choses ne peuvent pas et n'iront pas aussi vite que ce nous avons presupposé. Nous savions dès le départ que le système énergétique est énorme et que la quantité de produits finis dépendant du pétrole était considérable. Nous savions que cela ne pouvait pas être transformé rapidement, et que dans un certain nombre de cas, il n'y aurait rien à faire - car il n'existe aucune alternative aux combustibles liquides. Nous savions aussi que l'efficacité énergétique pourrait faire une

grande différence, mais nous avons été surpris d'apprendre que l'amélioration des économies en carburants des véhicules serait beaucoup plus lente que ce que nous avons imaginé avant de faire notre analyse. Nous nous sommes aperçus qu'avec un taux de déclin de la production mondiale de pétrole qui allait atteindre plusieurs pourcents par an, cela prendrait très longtemps pour que les mesures de mitigation puissent compenser la baisse de la production mondiale de pétrole. Fondamentalement, notre résultat le plus important, c'était que le lancement d'un programme d'urgence mondial 20 ans avant que le problème n'apparaisse éviterait de graves problèmes. Si on ne commence que 10 ans avant on a beaucoup plus de difficulté, et si on attend jusqu'à la dernière minute, jusqu'à ce que le problème soit devenu évident, alors on est dans le pétrin pendant bien plus longtemps qu'une décennie. Au train où vont les choses, nous ne disposons plus des 10 ou 20 ans de ces deux scénarios.

Question : Quel ont été les réactions immédiates en dehors du gouvernement ?

Hirsch : Nous avons présenté le rapport à toutes sortes de publics, y compris des gens appartenant à la hiérarchie et aux comités de direction des académies [des sciences] nationales. Nous avons donné des conférences devant des publics profanes et avertis, et ce, depuis des années maintenant. Nous avons également publié des versions plus courtes dans divers médias. La réaction la plus fréquente que nous avons constaté était l'incrédulité : « cela ne peut pas arriver. » Mais ensuite, nombre de personnes en viennent à accepter, rapidement ou après réflexion, que ce raisonnement est correct, à la fois en termes de production mondiale de pétrole et en terme de mitigation. Il y a toujours certaines personnes qui rejettent le pic pétrolier, passant en fait à une contre-attaque, et qui argumentent contre. Je soupçonne que ce type de réactions que je viens de décrire est celui auquel se sont heurtés bien des gens qui travaillent sur le pic pétrolier.

Question : Quelle a été votre sentiment au sujet de l'atelier sur le pic pétrolier tenu par la National Academy of Sciences en octobre 2005 ? Qu'a-t-il produit, selon vous ?

Hirsch : Cela a été utile parce que nous avons rassemblé des points de vue divers, et que quelques discussions ouvertes ont eu lieu. Mais ces discussions ont pourtant été loin d'être satisfaisantes. En fait, les participants exprimaient leur position, mais il n'y avait pas de débat sur ce qui était réel ou pas, sur ce que sont les preuves, si elles sont solides. C'est la nature des ateliers de l'Académie. Ils sont mis en place, à juste titre, afin que soient présentées des positions, dans un but didactique et, éventuellement, ensuite, débouchent sur une étude plus détaillée menée par l'Académie. Les académies ne prennent pas de positions sans faire une analyse détaillée, et en soumettant ensuite cette étude à un processus de revue très attentif. Je pense que cette approche a bien fonctionné pour les académies. Mais dans ce cas particulier, avec des gouvernements désirant réduire au silence toute discussion ouverte sur le pic pétrolier, aucune suite ne fut donnée.

Question : A l'époque où vous avez publié votre rapport, il me semble que vous étiez resté volontairement neutre quant à la détermination de la date du pic pétrolier, afin que les lecteurs ne se focalisent pas sur cette question. Depuis la publication de l'étude, comment a évolué votre point de vue sur le calendrier du pic pétrolier ?

Hirsch : Tout d'abord, j'en savais assez sur la production pétrolière, ses incertitudes et ses inconnues pour comprendre qu'en abordant le sujet je ne pouvais pas émettre dès le début un jugement qui soit motivé. J'ai donc passé un certain nombre d'années à l'écoute de ce que les autres avaient à dire, à étudier leurs analyses, et à observer ce qui se passait dans le monde réel avant d'en arriver à ma propre conclusion. Ce n'était pas une question de politique. Cela tenait au fait que ce problème est extrêmement compliqué, qu'il y a beaucoup d'inconnues. En ce qui me concerne, je n'étais pas prêt à prendre

position sur le calendrier sans avoir de nombreuses preuves qui étayeraient ma position. Il n'y a donc que depuis environ un an et demi ou deux ans que j'ai commencé à envisager une date probable pour la baisse de la production pétrolière mondiale, quelque part durant les cinq prochaines années.

Question : Etant donné là où nous en sommes aujourd'hui, si vous étiez nommé responsable des questions énergétiques, quelles initiatives politiques prendriez-vous ?

Hirsch : Si je participais au gouvernement à un haut niveau, je défendrais très fermement devant le président l'idée qu'il devrait prendre le leadership sur ce problème au plan national et international. Il faudrait qu'il étudie un peu, afin de saisir l'état de la question - qu'il le fasse tranquillement - et puis qu'il se lève et s'adresse au monde et à la nation : « nous avons un très grave problème et voici ce que mon gouvernement va entreprendre à ce sujet. » C'est en faveur de quoi je plaiderais car quelqu'un doit se lever et dire que le roi est nu. Cela sera très difficile parce que les gens n'aiment pas entendre de mauvaises nouvelles, et c'est une très mauvaise nouvelle. Au fur et à mesure qu'elle sera prise en compte, les marchés vont baisser et il y aura une récession en réaction immédiate, parce que les gens se rendront compte que c'est un problème tellement épouvantable que conserver une vision optimiste sur l'emploi et l'économie serait tout simplement irréaliste.

Question : Etant donné ce que sont nos dirigeants aujourd'hui, que devraient faire les « concernés du pic pétrolier » - une expression que vous avez utilisé durant l'atelier de 2005 - et qu'ils ne font pas aujourd'hui ?

Hirsch : J'aimerais le savoir. C'est un sujet qui, en toutes circonstances, est porteur de mauvaises nouvelles, mais c'est encore pire durant d'une récession. Mon approche consiste à présenter et discuter les faits et les

réalités et à essayer de dissiper les confusions. Je ne pense pas qu'il soit judicieux, et ce n'est pas mon style, d'affirmer que le monde touche à sa fin, d'annoncer l'Apocalypse. C'est ma position. D'autres estiment que l'Apocalypse est effectivement probable. C'est leur droit. Je crains que, quoi que nous fassions, nous ne parvenions pas à capter l'attention de l'opinion publique, jusqu'à ce que le prix du pétrole s'envole à nouveau et que les gens en souffrent. C'est ce qui s'est passé l'an dernier. Ce problème retenait de plus en plus l'attention lorsque le prix du pétrole a augmenté parce que 1) les gens en souffraient, et 2) ils savaient que quelque chose n'allait pas. L'opinion est préoccupée en ce moment par la récession, et les gens ne veulent pas recevoir de mauvaises nouvelles venant s'ajouter à celles auxquelles ils sont déjà confrontés. J'aimerais être optimiste et dire qu'il existe une sorte de baguette magique, mais si c'est le cas je ne sais pas où elle se trouve.

Question : Autre chose, pour conclure ?

Hirsch : J'ai essayé de sortir des sentiers battus pour ce qui est de faire passer le message et d'attirer l'attention de l'opinion. Je n'ai rien trouvé de plus que ce que je suis déjà en train de faire, sinon écrire un livre, ce que nous venons de commencer. Mais d'autres gens ont d'autres idées, possibilités et relations. Je leur suggérerais donc d'imaginer les démarches qui permettraient, de façon rationnelle et raisonnable, que plus de décideurs s'impliquent 1) dans la prise en compte du problème et 2) contribuent à faire qu'il soit pris en compte au plus haut niveau gouvernemental. Ainsi des mesures sérieuses pourraient commencer à être prises.



L'Etat client de qui ?

Par James Howard Kunstler - Kunstler.com

Publié le 17 mai 2014

Mon pays pourra pleurer tant qu'il voudra les résultats du référendum qui s'est tenu hier en Ukraine, ce sont nous qui avons tout déclenché en promouvant le renversement d'un gouvernement élu qui avait plus un penchant pour la Russie que pour les ouvertures de l'OTAN. Le président Viktor Yanukovych, élu en 2010, était peut-être un escroc et un vaurien, son opposante, la milliardaire magnat du pétrole Yulia Tymoshenko, n'était pas bien différente. La leçon que les Etats-Unis ont sans cesse manqué de tirer en plus de dix ans de mésaventures en Asie centrale, est que lorsque vous créez des remous en des terres lointaines, ce sont les événements, et non les membres du Département d'Etat, qui finissent dans le siège du conducteur.

Alors l'Ukraine a organisé un référendum, et le résultat en est que 87% des Ukrainiens de l'est préfèrent être rattachés politiquement à la Russie plutôt qu'au gouvernement de Kiev. Et c'est facile à comprendre. Le fleuve Dnieper marque une ligne de division ethnique : l'est du pays est majoritairement peuplé de gens qui parlent le russe. Deuxièmement, le gouvernement de Kiev présente tous les signes d'un Etat en faillite : un Etat qui ne peut pas respecter ses responsabilités les plus basiques que sont la couverture des coûts du maintien des infrastructures et des institutions. Le gouvernement de Kiev est en banqueroute. C'est bien entendu le cas de beaucoup d'autres nations, mais contrairement aux Etats-Unis ou encore à la France, l'Ukraine n'a pas une devise assez forte et une banque centrale assez puissante pour participer au jeu comptable qui permet aux plus grosses économies de prétendre être solvables.

Kiev doit 3,5 milliards de dollars à la Russie pour du gaz qui lui a été fourni par le passé, et Moscou lui a demandé de payer ses livraisons de juin à l'avance. N'importe quelle société gazière américaine demanderait la même chose à un mauvais payeur. Le Fonds monétaire international a offert à Kiev un prêt de 3 milliards de dollars, dont 2,6 milliards seront utilisés pour payer la Russie (Kiev a certainement besoin du reste pour diriger son pays, payer ses policiers, etc.). L'Ukraine est dans une situation désespérée, cela ne fait aucun doute, mais la Russie est-elle supposée lui fournir du gaz gratuit indéfiniment ? Aussi merveilleuse que puisse être la vie aux Etats-Unis, la plupart d'entre nous sommes forcés de payer nos factures de chauffage.

Pendant combien de temps le FMI acceptera-t-il de payer les factures mensuelles de l'Ukraine ? En septembre, cette question devrait devenir plus urgente encore – mais d'ici là, la situation pourrait dégénérer et laisser place à une guerre civile.

Les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN aimeraient peut-être que l'Ukraine devienne l'un de leurs Etats clients, ils ne sont pas prêts à payer pour ça. Voilà qui me pousse à me demander, puisque la Russie aura un jour à payer la note de l'Ukraine, de qui l'Ukraine est vraiment le client. Quel est le pays qui en est le plus proche géographiquement ? Quelles histoires nationales sont intimement liées ?

Je ne suis pas certain que la Russie et son président, Vladimir Poutine, soient enchantés de la dissolution de l'Ukraine. Ils auraient été satisfaits d'une Ukraine indépendante, stable politiquement, et capable de leur assurer une place de long terme dans les ports de la mer Noire. La Russie parvient tout juste à sortir la tête de l'eau financièrement grâce à son économie basée sur le pétrole, de gaz et les minéraux, qui lui permet d'importer des biens à la consommation. Elle n'a pas besoin d'un voisin incapable de s'en sortir tout seul. Il semblerait au moins que la Russie soit prête à supporter la région de l'est du Dnieper.

Je suis certain que l'Ukraine occidentale, centrée autour de Kiev, ne sera pas capable de subvenir à ses besoins en tant qu'Etat moderne, c'est-à-dire maintenir le niveau de vie correspondant à la culture techno-industrielle. Elle n'a pas l'énergie fossile nécessaire. Elle est à la merci des autres. Ces dernières années, l'Ukraine a maintenu un programme d'exploration spatiale indépendant (ce qui ne peut être dit des Etats-Unis) que l'on observera bientôt avec nostalgie. Comme d'autres régions du monde, le destin de l'Ukraine est de se retourner vers l'ère médiévale, de redevenir une nation post-industrielle basée sur l'agriculture, avec une population moins dense et un mode de vie moins élevé. Elle est une région productrice de céréales, ce qui présente des avantages au vu du futur auquel est destiné notre monde – si tant est qu'il parvienne à éviter de finir dans le cimetière d'éléphants des anachronismes industriels.

L'Ukraine ne pourra pas prétendre être la pupille de l'Occident indéfiniment. Elle n'a pas d'argent. Tôt ou tard, le FMI finira par cesser de payer ses factures de gaz. Et puis le FMI devra un jour se tourner vers les nations

chancelantes de l'Europe de l'est, dont la situation ne fera que s'aggraver si elles ne parviennent plus à obtenir de gaz de la part de la Russie. Vous pouvez parier que l'Europe réfléchira à deux fois avant de s'allier aux Etats-Unis pour imposer des sanctions à d'autres. Les Etats-Unis passent actuellement à côté de l'opportunité de se faire un client plus approprié : eux-mêmes. Pourquoi devraient-ils prêter des milliards de dollars à l'Ukraine alors qu'il n'existe aucune ligne de chemin de fer digne de ce nom entre New York City et Chicago ?

L'Espagne modifie la loi sur la banqueroute pour sauver des emplois

Par Mish - *Global Economic Analysis*
Publié le 19 mai 2014

Sous prétexte de sauver des emplois, le gouvernement espagnol a décidé de modifier la loi relative à la viabilité des entreprises.

En cas de banqueroute, les entreprises n'auront désormais plus le droit d'opter pour une liquidation.

Elles seront obligées d'accepter une restructuration de leur dette offerte par des créiteurs sur la base d'une conversion dette-capital.

Voici la traduction d'un article publié par [El Economista](#).

Selon plusieurs sources judiciaires et légales consultées par El Economista, les entreprises n'auront plus le droit d'opter pour une liquidation.

La nouvelle législation favorise la reprise d'entreprises par des institutions financières étrangères, dont des fonds vautour. Elle vise à abolir la liquidation des entreprises en banqueroute.

[El Economista](#) a plus tard publié ceci :

Le ministère de l'économie a approuvé la réforme sur la banqueroute des entreprises en vue de sauver les sociétés viables et de [transformer la dette en capital](#).

Si des créiteurs représentant au moins 60% des passifs tombaient d'accord, la conversion forcée de prêts en capital pourrait durer jusqu'à cinq ans. Si des créiteurs représentant au moins 75% des passifs

tombaient d'accord, elle pourrait s'étaler sur dix ans.

Des créiteurs qui ne parviendraient pas à se mettre d'accord pourraient choisir d'opter pour une décote.

Les juges pourraient décider de porter le seuil de 60% à 51%.

1,3 trillion d'euros en jeu

Cette traduction d'un article de [Libre Mercado](#) discute du nombre potentiel de conversion dette-capital.

La Premier ministre Soraya Saenz de Santamaria a déclaré que la nouvelle loi vient s'ajouter à d'autres mesures destinées aux entreprises qui, malgré leur dette, peuvent poursuivre leurs activités et garder leur personnel.

En Espagne, 90% des entreprises en banqueroute sont liquidées, ce qui pourrait sembler logique voire même raisonnable. Lorsqu'une société n'est pas viable, il est généralement bon de rembourser sa dette, d'épargner ses créiteurs et d'allouer ces actifs à des activités plus productives. Le problème, c'est que toutes les sociétés en banqueroute ne devraient peut-être pas fermer.

Selon le Registry of Forensic Economists (REFOR), pour 65.000 sociétés, 15.000 sont considérées « de qualité », et les autres sont des micro-entreprises qui risquent de fermer pour des raisons de financement.

La dette des entreprises est équivalente à 130% du PIB, soit 1,30 trillion d'euros. Le ministère de l'économie pense que la nouvelle législation pourrait faciliter le refinancement de 10% de cette somme, soit 130 milliards d'euros.

Quelqu'un d'autre pense-t-il que ces conversions dette-équité iront principalement dans un sens ?

Addendum

Bran, l'un de mes lecteurs domiciliés en Espagne, m'a fait part de son intéressant commentaire : « La dette totale des entreprises s'élève à 1,30 trillion d'euros. L'article ne stipule pas quel pourcentage de cette somme correspond à des défaillances, mais on pense pouvoir en sauver 10%. La dette délinquante des entreprises est de près de 10%. Si on parle de sauver 10%, il y a bien plus en jeu que les 130 milliards d'euros qu'ils pensent pouvoir sauver ».

[Avez-vous les moyens de faire partie de la classe moyenne ?](#)

19 mai 2014 | [Bill Bonner](#) | <http://la-chronique-agma.com/moyens-faire-partie-classe-moyenne/>

[NOTE DE NYOUZ 2 DÉS : Qui payent toutes les infrastructures dans nos pays riches?

= **Qui payent les routes, ponts, viaducs?**

= **Qui payent les aqueducs, les usines de filtration?**

= **Qui payent les écoles, les hôpitaux, les bibliothèques?**

= **Qui payent les réseaux électriques?**

= **Etc...**

Réponse : LA CLASSE MOYENNE.

Bill Gate est peut-être l'homme le plus riche au monde, mais il lui serait impossible de payer une seule autoroute.

Donc, si la classe moyenne périt toute nos infrastructures périront aussi.]

▪ Nous avons atteint l'âge où nous devons résister à l'envie de donner des conseils superflus à plus jeune que nous. Rien que ce matin, une jeune femme traversait la rue :

“Euh... ce ne sont pas mes affaires... mais c'est un endroit dangereux pour traverser... Les voitures viennent à toute vitesse, après le virage — et elles ne peuvent pas vous voir à cause de l'échafaudage”...

“Merci”, nous a-t-elle répondu avec une politesse distante.

A présent, cher lecteur, nous sommes sur le point de vous donner un conseil. Pas une recommandation boursière. Ni une idée de trade. Non. Ce conseil a à voir avec le fait de traverser la route *circa* 2014. Il pourrait valoir une fortune — si vous avez moins de 40 ans. Si vous avez dépassé cet âge... vous connaissez peut-être quelqu'un de plus jeune à qui il pourrait être utile.

Le marché boursier touche des sommets historiques. Le chômage américain est officiellement sous les 7%. Dans le parc, un homme étrange est assis, menant une conversation animée avec un interlocuteur invisible. Une grosse femme demande l'aumône :
“Une petite pièce, monsieur s'il vous plaît ? J'ai faim”.

Sept ans sont passés depuis les premiers signes de la crise financière... et les choses sont désormais de retour à la normale, n'est-ce pas ?

Les pauvres sont encore pauvres. Les riches deviennent plus riches. Et la classe moyenne ? Quelle classe moyenne ? Charles Hugh Smith rapporte que nombreux sont ceux qui voudraient avoir le style de vie de la classe moyenne... mais seuls les riches peuvent se le permettre.

▪ **Les critères à remplir...**

La “classe moyenne” américaine s'est atrophiée, et la vérité est douloureusement évidente : le style de vie “de classe moyenne” est devenu inaccessible à tous — sauf aux 20% d'Américains les plus aisés.

M. Smith est d'avis qu'il y a 10 critères clé pour faire partie de la “classe moyenne” aux Etats-Unis.

1. Une mutuelle santé digne de ce nom (et non une “assurance” fantôme avec des franchises coûtant des milliers de dollars par an et n'offrant aucune couverture... sauf en cas de catastrophe complète).
2. Une part significative (25%-50%) dans une propriété

immobilière.

3. Des revenus/dépenses permettant au ménage d'épargner au moins 6% de ses revenus.
4. Une épargne retraite importante.
5. La capacité d'assurer toutes ses mensualités et dépenses pendant plus d'un semestre si l'un des soutiens de famille perd son emploi.
6. Un véhicule fiable pour chaque salarié dans le ménage.
7. Le ménage ne dépend pas des allocations gouvernementales pour maintenir son style de vie.
8. Des actifs autres que papier ou immobilier, comme des objets de famille, des métaux précieux, des outils, etc. qui peuvent être transférés à la génération suivante — c'est-à-dire de la richesse générationnelle.
9. La capacité d'investir dans ses enfants (éducation, clubs, formations, etc.)
10. Des loisirs dédiés au maintien d'une bonne forme physique/spirituelle/mentale.

Qui peut se permettre tout ça ? Smith a additionné les coûts de toutes ces choses. Il est tombé sur le chiffre de 106 000 \$. Le problème, c'est que la "classe moyenne" américaine ne gagne pas autant. Seuls les 20% de ménages les plus aisés se qualifient.

Qu'est-il arrivé ? Nous en reparlerons demain.

▪ **D'abord, notre conseil...**

Vous voulez un style de vie de classe moyenne... avec des finances de classe moyenne... et des attitudes de classe moyenne ?

Oubliez ça. Tenter d'entrer dans la classe moyenne, cela revient à essayer de trouver un emploi d'esclave dans une galère. On est enchaîné à une rame. On est assis. On souque... jusqu'à ce qu'on tombe mort.

La classe moyenne américaine, selon les termes de Smith, cherche

désespérément à continuer “sa consommation financée par la dette, destinée à nourrir ses ambitions sociales”. C’est un piège... tendu par les oligarques et les “poligarques” [les gens dont les votes peuvent être achetés à bon compte] qui contrôlent le gouvernement américain et ses industries majeures. Si vous êtes jeune, vous êtes confronté à une vie entière de mal de dos... pour tenter de tenir le rythme. Vous devrez payer les soins de santé les plus chers au monde... l’armée la plus chère au monde... le système éducatif le plus cher au monde. Et tout ça alors que votre revenu réel chute. Ces lourds fardeaux ne sont pas simplement “arrivés”. Ils sont le résultat d’accords douteux négociés par les crétins et les poltrons de l’Amérique... ses oligarques, “poligarques” et toute la clique de notre démocratie de copinage moderne.

Nous y reviendrons...

[La “renaissance” des Etats-Unis causera la fin du dollar](#)

19 mai 2014 | [Addison Wiggin](#) | <http://la-chronique-agera.com/renaissance-etats-unis-fin-dollar/>

- Autriche, 1920-1921 : le gouvernement imprime de la monnaie pour couvrir ses dettes liées à la Première Guerre mondiale.

Les prix de l’essence et de la nourriture ont explosé. Les banques conseillent vivement à leurs clients de convertir leurs couronnes autrichiennes en une monnaie plus stable... même si c’est illégal.

Dans son livre *When Money Dies* ["Lorsque meurt l'argent", NDLR], Adam Ferguson reproduit quelques pages du journal personnel d’une honnête veuve qui se retrouve ruinée le jour où sa banque fait faillite...

“Qu’est-ce qui vous fait croire que la couronne ne s’en remettra jamais ?” [ai-je demandé à mon banquier.]
‘S’en remettre !’ dit-[il] en riant... ‘Il suffit de mettre à l’épreuve la promesse faite sur ce billet de 20 couronnes en essayant d’obtenir, disons, 20 couronnes d’argent en échange’.

‘Oui mais je possède des titres d’Etat. Il ne peut certainement rien y avoir de plus sûr, n’est-ce pas ?’

‘Chère Madame, où est l’Etat qui vous a garanti ces titres ? Il est mort’.”

J’ai déjà raconté cette histoire. Je la répète aujourd’hui pour deux raisons. D’abord pour se souvenir que la plupart des déséquilibres à l’origine de la Panique de 2008 restent terriblement non résolus. Mais ça, vous le saviez déjà.

Il y a une urgence supplémentaire à reprendre cette histoire : cette fameuse “prospérité” miracle que la classe des experts nous vend comme le sauveur du dollar américain. C’est peut-être la preuve de la ruine à venir du dollar américain. Faillites bancaires, restrictions des mouvements de capitaux, défaut effectif sur la dette nationale — tout cela du fait de la “prospérité” dont nous bénéficions aujourd’hui.

Mes soupçons se sont éveillés en janvier... lorsque deux “opposants” politiques se sont serré la main et ont vanté à l’unisson le boom énergétique de l’Amérique.

“Le gaz naturel bon marché va nous permettre de relocaliser nos industries”, a affirmé Rahm Emanuel, maire de Chicago et ancien chef de cabinet d’Obama. Grâce à cela, la production industrielle “reviendra en force” selon l’ancien candidat à l’investiture républicaine Steve Forbes. Ils étaient tous deux sur CNBC pour commenter un événement intitulé “Réinventer l’apogée américaine”.

Certes, tout cela sonne très familier si vous avez suivi la thèse sur la réindustrialisation américaine de notre confrère Byron King il y a plus de deux ans. A l’époque, c’était un concept radical. Aujourd’hui, c’est un concept acquis.

▪ **Jetons un pavé dans la mare**

Avec autant de prospérité que génère aujourd’hui le boom énergétique américain ... elle finira par déclencher la prochaine grande crise économique. En effet, elle détruira à jamais le statut de “monnaie de réserve” mondiale du dollar américain.

Je sais bien que cette affirmation déclenchera les ires de la sagesse populaire mais je maintiens mon propos...

“La révolution américaine du gaz de schiste, qui s’est déroulée dans une grande discrétion, commence aujourd’hui à exercer une influence directe sur les marchés des changes — au bénéfice du dollar américain”, peut-on lire dans un rapport d’UBS.

“Le statut de monnaie de réserve mondiale ainsi qu’une moindre dépendance aux investisseurs étrangers boostera la monnaie sur les cinq années à venir”, affirme un stratégame à la Société Générale

Du fait des “avancées technologiques qui permettent d’extraire du gaz et du pétrole à partir de schiste argileux”, observe David Donora chez Threadneedle Investments, “le dollar connaîtra probablement une période de vigueur soutenue”.

C’est vrai. Jusqu’à ce que cela prenne fin.

Cela même qui soutient le dollar américain en ce moment finira par le faire choir de son statut de réserve de monnaie mondiale. Certes, ce n’est pas pour demain ni même pour l’année prochaine. Mais la direction est prise... et le point d’arrivée certain. Cela ne ressemblera pas exactement à la situation qu’on a connue à Vienne en 1921... mais ce sera tout aussi terrible.

Attachez donc votre ceinture : nous allons parcourir des terrains qui pourraient vous sembler dépassés... mais nous vous promettons que vous n’aurez jamais vu auparavant une telle configuration des éléments entre eux. Rendez-vous mercredi pour en savoir plus !

Politique Friction du Samedi 17 Mai 2014:

La malédiction des classes moyennes

Par The Wolf le 17/05/2014 • Par Bruno Bertez

Charles Hugh Smith est ce que j’appelle un bon. Quelqu’un de bien. Un bagage économique considérable. Une pensée résolument pratique, fondée sur l’analyse des données et des chiffres. Et ce qui ne gâche rien, c’est quelqu’un de généreux qui, comme nous, croit que le progrès doit profiter aux hommes, aux gens, aux classes moyennes.

- Le mode de vie de la vraie classe moyenne est désormais réservé aux 20% les plus riches

Le double mouvement en cours d'aggravation des inégalités et d'imposition de l'austérité aux classes moyennes "passe" politiquement à cause des mensonges, à cause de la prégnance de la propagande et à cause surtout de la trahison des élites. Au lieu d'éclairer, ces élites justifient les orientations scélérates et endoctrinent les masses au profit des classes dominantes.

Charles Hugh Smith pense comme nous que nous vivons dans des simulacres de démocratie. Que celle ci est vidée de tout contenu et qu'elle s'est retournée en son contraire, une idéologie de l'asservissement. La vraie démocratie devait permettre d'évacuer la violence et le règne de la force, la pseudo démocratie actuelle est devenue violence elle même et force cachée. Nous soutenons que par cette perversion, par ce retournement, la "démocratie" produit la nécessité du terrorisme.

Un peu comme l'usage de l'idéologie des droits de l'homme par les Etats-Unis et leurs vassaux européens produit les guerres dissymétriques qui ne laissent comme issue honorable que le terrorisme. Les bonnes choses produisent les mauvaises. La volonté d'imposer un ordre conduit au désordre. L'obsession de la justice et/ou de la paix, aboutissent à la prolifération des guerres. Les progrès de la productivité produisent ... du chômage.

Le progrès des techniques et des processus de production aurait du engendrer une prospérité sans précédent, une élévation incroyable des niveaux de vie, une sécurité accrue, un recul de la précarité ! Or que voit-on ? Tout le contraire, le recul de l'aisance au lieu du progrès, le sous emploi au lieu de la sécurité, la régression des conditions de vie, de santé, de soins etc....

La situation présente ne doit pas être appréciée en regard de ce qui se passe à l'étranger ou en regard de ce qui s'est passé hier, non, elle doit s'apprécier en regard de ce qui aurait du se passer si tout le progrès, n'avait pas été gaspillé . Ce n'est pas en comparaison d'hier que vous devez apprécier votre situation, mais en regard de ce qu'elle aurait pu être, du être, si le progrès n'avait pas été confisqué au profit de quelques uns et d'une clique. Clique au sens que donnent les chinois à ce terme.

Que vous reste t il des gains de productivité des 40 dernières années? A part quelques gadgets téléphoniques, quelques écrans plats qui servent à vous intoxiquer et à vous enchaîner? Le Système fait des classes moyennes des mules enchaînées à la roue de l'économie, elles font tourner la roue sans relâche croyant s'avancer vers la carotte, mais celle ci reste toujours hors de

portée, toujours pour plus tard. Le Système a inventé le mouvement perpétuel. Hollande a monté vos impôts et a mis vos enfants aux chômage, il promet la pause des impôts et l'inversion de la courbe du chômage. On prend 90%, on fait la pause, on promet que demain on rase gratis et , quand la mémoire populaire a oublié , on refait un tour , toujours dans le même sens. Le bonheur c'est toujours pour demain.

Les partis, lorsqu'ils sont dans l'opposition manquent à leur tâche et à leur fonction. Au lieu de participer au débat politique, de s'opposer et de contre proposer, ils n'ont qu'une idée en tête, une seule obsession: préparer l'écurie du prochain poulain/candidat à la présidentielle. Et ils le font par tous moyens, y compris les plus vils car ce sont souvent les plus efficaces.

Nous ne craignons pas de dire, car c'est notre expérience, que l'argent est au centre de tous les efforts et de toutes les convoitises. Celui qui réussit à avoir le contrôle de la manne, plus encore que de l'appareil est le favori, futur gagnant. Des gens bien, comme Béré, ont échoué tragiquement. Il n'était pas assez pourri.

La programmation n'a que peu d'importance.

Il est maintenant admis et même conseillé de la négliger. Un programme c'est un menu, une carte de plats proposés pour séduire pas , pour gouverner. Il est admis, et c'est le comble avec Hollande, que l'on peut mentir et même que c'est conseillé. Quand on dit d'un politique qu'il doit avoir du courage, c'est ce courage que l'on vise, celui de mentir et de trahir ses promesses.

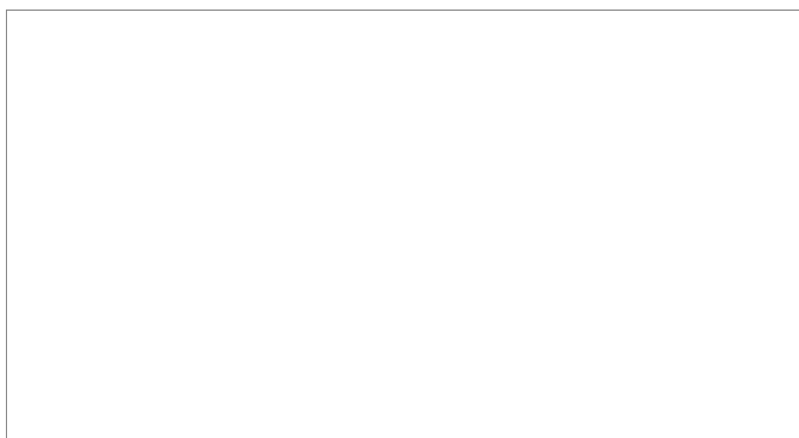
Nous lisons il y a peu un article qui expliquait que Hollande n'avait menti qu'une seule fois, et que c'était lors de son élection. Et bien c'est vrai, c'est son élection et les moyens d'y parvenir qui ont été les mensonges, ce ne sont pas les actions et propos actuels. Présentement, tout est cohérent. Il faudrait faire œuvre de salut public et mettre à jour le vrai financement de l'ascension de l'actuel pouvoir, on aurait des surprises. La corruption, les Cahuzac, les Woerth, c'est de la diversion. Comme dans les spectacles des illusionnistes, on vous fait regarder ailleurs. Ailleurs que là ou cela se passe.

La question des sous, du financement est centrale car une élection, l'entretien d'une écurie de course présidentielle, cela coute très cher: beaucoup plus que ce qui est public, beaucoup plus que ce qui est autorisé et beaucoup plus que ce que vous pouvez imaginer. Les moyens d'avoir l'accès à cet argent sont

multiples, vicieux, tortueux. Ils ne sont jamais propres. Touchez un candidat à la caisse et vous êtes au centre du combat. C'est là que cela se passe comme on dit sur RMC. Il y a des candidats qui ne salissent pas les mains, mais ce n'est pas pour cela qu'ils sont propres. Ils laissent les autres faire le sale boulot et s'ils font bien écran, alors on ne voit rien. On ne peut remonter jusqu'à eux. Mais ce n'est pas pour cela que le candidat n'a pas un fil à la patte, les dettes, les promesses doivent être honorées, n'est ce pas Monsieur Balladur?

L'un des problèmes des classes moyennes est qu'elles ne veulent pas payer... Mesquines, incohérentes, elles laissent à de gros tiers payants le soin de payer, de financer. il ne faut pas s'étonner si ces tiers payants se font renvoyer l'ascenseur, contrôlent et pillent. Qui paie commande. C'est la même chose avec la pub, les gens préfèrent être abreuvés de pub et de propagande plutôt que de payer pour ce qu'ils consomment. On aime le "soft paiement", celui que l'on ne voit pas, celui que l'on ne sort pas de sa poche. Et on oublie que ce que l'on perd au passage c'est l'essentiel: le pouvoir, la liberté, l'identité.

Classes moyennes, si vous voulez être représentées, défendues, alors il faut savoir que cela a un coût, qu'il faut l'assumer et sortir l'argent de sa poche, du vrai argent. Être représenté ne se fait pas sans sacrifice. Si comme les enfants et les socialistes, vous voulez tout pour rien, alors sachez que vous serez dépossédés de votre souveraineté, de vos droits et peu à peu de votre existence même. Qui paie pour vous, décide pour vous.



« Arrêt du fixing de l'argent de Londres. Ce qu'il faut en retenir »

Charles Sannat 19 mai 2014 <http://www.lecontrarien.com/>

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Métaux précieux : le fixing de l'argent à Londres s'arrêtera le 14 août prochain. Et si, pour que le cours des métaux précieux ne s'envole, on arrête tout simplement de fixer leur cours ?

C'était le titre de l'un des articles du Contrarien Matin de la fin de la semaine dernière. Voici ce que j'écrivais :

« C'est une dépêche de l'AFP qui nous a appris que le comité en charge de la fixation des prix de l'argent métal (le London Silver Market Fixing Limited), et dont les membres officiels de ce «cartel» sont la Deutsche Bank, HSBC et Scotiabank, cessera de fournir cette cotation le 14 août prochain.

Aucune raison officielle n'a été évoquée par le comité qui a laconiquement indiqué dans son communiqué que «la période jusqu'au 14 août 2014 permettra au marché de s'ajuster en concertation avec les clients et les participants du marché».

Seule réaction, celle de la London Bullion Market Association (pour l'or et l'argent) qui a fait part de sa «bonne volonté pour aider aux discussions entre les participants au marché dans le but d'explorer si le marché souhaite développer une alternative au fixing londonien de l'argent».

N'oublions pas non plus que la Deutsche Bank avait fait part en janvier dernier de sa volonté de se retirer du processus de fixation des prix de l'or et de l'argent sur fond d'enquête des autorités financières concernant de forts «soupçons» d'opérations de manipulation des cours sur les métaux précieux.

Du coup, cette nouvelle m'a fait penser à une hypothèse qui traînait dans un coin de ma tête depuis quelques années.

En effet, en cas d'envolées spectaculaires non voulues par les banques centrales et les gouvernements par exemple, la meilleure façon d'empêcher les cours de monter c'est tout simplement d'arrêter de coter l'or et l'argent !

Comme sur le marché français où l'or avait sa cotation jusqu'au milieu des années 90 officielle à la Bourse de Paris, son arrêt a conduit le marché de l'or

local (français) à rentrer dans une forme de semi-clandestinité puisque tout le monde peut coter l'or comme bon lui semble... Résultat : un marché opaque n'inspirant souvent pas vraiment confiance d'où une défiance des gens et une marginalisation évidente de l'or comme placement populaire ces 20 dernières années, même si avec la crise depuis 2007 les choses évoluent plutôt favorablement pour les épargnants. »

Pour le moment, sachons raison garder !

Si en tant que contrarien je peux, comme vous, être prompt à voir « le mal » partout et à ne pas forcément prêter de bonnes intentions à ceux qui nous dirigent qu'ils soient politiques ou financiers, il est pour le moment trop tôt pour savoir concrètement ce qu'il va se passer.

Imaginons que l'argent métal ne soit plus l'objet d'une cotation officielle, il n'en restera pas moins vrai que des industriels auront toujours besoin de ce métal, que les compagnies minières continueront à extraire ce qu'il reste d'argent dans le sol de notre planète, que des entreprises qui frappent des pièces et des monnaies en argent ayant cours légal continueront à le faire, etc., etc. Donc la première chose que nous pouvons tenir pour sûr c'est que la fin éventuelle du fixing n'a rien à voir avec la fin d'un marché mondial et presque aussi vieux que l'humanité. Il en serait de même avec l'or.

Ensuite, l'arrêt du fixing à Londres ouvrirait grand la porte et un boulevard aux bourses asiatiques au premier rang desquelles on trouve évidemment la Chine, qui se ferait très certainement un malin plaisir à devenir « market maker », c'est-à-dire « teneur de marché », sur l'argent métal et pourquoi pas le plus vite possible également sur l'or. Dès lors, ce serait en partie la fin des manipulations que nous pouvons constater depuis des décennies sur l'or et cela pourrait ne pas arranger du tout les Américains et d'une façon générale le monde anglo-saxon de la finance.

Il ne faut pas oublier qu'après tout, cela est avant tout la faute d'une banque allemande engluée dans plusieurs scandales et qui cherche par tous les moyens à se débarrasser pour des raisons de risques qu'elle n'est plus en mesure d'assumer cette activité de teneur de marché sur l'argent métal. La Deutsche Bank cherche donc à vendre, sans succès, sa participation dans ce cartel. Hélas, personne n'en veut, ce qui est assez logique si l'on part du principe que tout repose sur une vaste triche, pour ne pas parler d'une franche

escroquerie.

Les seuls qui pourraient avoir intérêt à reprendre cette activité est évidemment le cartel qui a pour tâche actuellement de coter l'or et d'en « coiffer » le prix. Ils n'ont cependant aucune raison objective de faire un chèque à la Deutsche Bank qui les laisse tomber en rase campagne, alors que les Allemands aillent au diable, passent leur provision pour cette activité et prennent leurs pertes ! Rien ne les empêchera alors de coter eux-aussi l'argent métal et de faire un fixing !

Je pense plus raisonnablement que nous nous orienterons vers ce type de solution au courant de l'été et dans les 3 mois qui viennent.

Se préparer à toutes les éventualités

En attendant, comme nous le faisons chez AuCOFFRE.com, je vous conseille d'envisager toutes les éventualités possibles et de vous y préparer. Ceux qui ont investi massivement sur l'argent métal peuvent, s'ils sont en bénéfices, peut-être réduire leur position si cela les rend moins nerveux. Néanmoins, paradoxalement je pense que si l'argent n'est plus coté officiellement et donc manipulé, son cours montera d'autant plus vite. Tout au plus risquons-nous d'avoir quelques mois un peu difficiles, le temps que le marché se réorganise et que la liquidité soit réelle. En clair, le problème risque plus d'être sur la liquidité que sur la valeur. Vous devez donc dans un « worse case scénario » (« cas le pire ») envisager que votre argent ne soit pas négociable pendant quelques semaines (je n'y crois cependant pas trop car l'argent est avant tout une matière première indispensable à de trop nombreuses industries technologiques de pointe).

Préparez-vous donc au pire et espérez le meilleur. C'est encore une fois la « devise » des contrariens qui doit s'appliquer. Mais envisager les choses ne veut pas dire paniquer. Encore une fois, les « autorités » mondiales nous ont montré qu'elles faisaient tout pour empêcher le système de s'effondrer. Elles ne prendront donc pas a priori de décisions totalement suicidaires.

Je voulais également attirer votre attention sur le fait que la fin d'un fixing ne veut pas dire la fin d'une cotation. Une organisation quelconque pourrait même se mettre à coter l'argent différemment et introduire du temps réel en remplacement de ces fixing opaques et totalement anachroniques surtout sur des marchés en volumes de transactions aussi importants.

Le fond du problème

Comme je viens de vous l'expliquer, je pense que, dans cette histoire, le fond du problème ce sont les difficultés financières de la Deutsche Bank et que les autres membres du « cartel argent » ne veulent pas aller plus loin dans leur implication d'où le blocage et la décision de tenter de sortir de tout cela en bon ordre et pourquoi pas en « perdant » avantageusement quelques documents incriminant au passage.

Tout cela devrait donc se régler dans un délai assez court et vraisemblablement sans laisser la possibilité aux pays concurrents des USA comme la Chine ou la Russie de prendre en charge ce type de flux financiers.

Je resterai très vigilant sur ce sujet et je ne manquerai pas de vous tenir informé régulièrement dans les colonnes du Contrarien Matin. En attendant, il est « urgent d'attendre » et si vous reprenez les cours du métal argenté, cette annonce n'a provoqué aucune réaction particulière.

Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

Alibaba promouvra les ventes de produits français en Chine

HANGZHOU, 17 mai – Le groupe chinois Alibaba, leader dans les ventes en ligne, popularisera des marques françaises auprès des consommateurs chinois par le biais de ses plate-formes en ligne, selon un accord signé vendredi entre Alibaba et le gouvernement français.

Le Groupe Alibaba aidera les entreprises françaises à élargir leurs ventes en Chine en leur accordant une procédure d'inscription accélérée, des services sur mesure et un soutien marketing privilégié sur sa plate-forme de vente en ligne Tmall.com, selon cet accord de coopération d'une durée de trois ans.

L'accord a été signé vendredi soir au siège du Groupe Alibaba à Hangzhou, capitale de la province du Zhejiang, conformément à un mémorandum signé entre le fondateur et président de la compagnie Jack Ma et le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius.

« Ce protocole d'entente est une excellente opportunité pour que davantage de consommateurs chinois découvrent de nouvelles marques françaises à travers un système de distribution moderne, » a indiqué M. Fabius lors de sa

visite à Alibaba ce vendredi.

Cet accord a révélé que la mission de la compagnie était de « faciliter les affaires où qu'elles soient », a indiqué Jack Ma. Ce dernier avait discuté la possibilité de cet accord avec Laurent Fabius lors de sa visite à Paris en mars.

Selon l'accord, la société filiale Alipay et la compagnie affiliée China Smart Logistics du Groupe Alibaba se sont engagées à soutenir Alibaba par leurs fonctions de paiement et de logistique.

À l'issue de la signature de ce mémorandum, Tmall.com lancera des activités de promotion des produits français sur sa plate-forme. Plus de 30 magasins en ligne de marques françaises participeront à ces activités, leurs produits s'étendant du prêt-à-porter aux produits alimentaires et ménagers, jusqu'aux produits cosmétiques.

À partir du 19 mai, la campagne d'une semaine intitulée « Élégance de la France » mettra en lumière des lancements de produits français en exclusivité et des éditions spéciales en séries limitées.

Le groupe Alibaba est la plus grande société de commerce en ligne et mobile au monde. Il a enregistré un volume de marchandises d'une valeur de 248 milliards de dollars en 2013 sur ses trois plate-formes de commerce.

Agence de Presse Xinhua

Analyse & décryptage

La France, son tourisme, son patrimoine culturel et ses quelques produits de luxe. Voici ce qu'il nous reste dans la course à la « spécialisation » mondiale, course que nous avons perdue depuis bien longtemps.

En attendant, les marques de luxe de notre pays continuent de bouder la vente en ligne en Occident mais s'y précipitent en Chine...

Charles SANNAT

Les autorités belges s'attaquent aux entreprises ne collaborant pas à Car-Pass. Bientôt en France !!

BRUXELLES, 16 mai – L'Inspection économique du SPF Économie de la Belgique a effectué fin 2013 un contrôle ciblé sur la réglementation Car-Pass auprès des entreprises les plus récalcitrantes, selon un communiqué publié

vendredi par ce SPF.

Après ledit contrôle, 202 de ces entreprises récalcitrantes présentaient encore des infractions telles que la communication incomplète, incorrecte ou tardive des données à l'ASBL et la non-mention du kilométrage et/ou du numéro de châssis sur la facture, peut-on lire dans le communiqué.

Parmi ces 202 entreprises, 73 d'entre elles ne transmettaient pas du tout d'informations à l'ASBL Car-Pass, a-t-on indiqué, avant d'ajouter que les contrevenants risquent des amendes pouvant atteindre 18 000 euros et jusqu'à un an d'emprisonnement.

Le secteur de l'automobile a « bien » accueilli le système Car-Pass et respecte « globalement » cette réglementation. En 2013, un total de 11 019 professionnels ont communiqué un kilométrage à l'ASBL Car-Pass, a-t-on précisé.

Agence de Presse Xinhua

Analyse & décryptage

Ce sera vraisemblablement la prochaine étape du choc de simplification à la sauce hollandaise. Pour toujours « protéger » le consommateur, les députés vont bien finir par se pencher sur nos compteurs kilométriques dont plus de 40 % sont faux... Bientôt, en France, pour revendre sa voiture, il faudra donc un « passe-voiture » avec tout plein de papiers en plus...

Évidemment, cela ne protégera personne puisqu'il suffira de faire de « faux papiers » pour accompagner un « faux kilométrage ». Les vilains escrocs perdront juste quelques semaines d'activité le temps de se mettre « aux nouvelles normes » et cela emmerdera, comme à chaque fois, uniquement ceux qui respectent la loi...

Charles SANNAT

Baisse des prix des logements neufs dans davantage de villes chinoises en avril

BEIJING, 18 mai – Le secteur immobilier chinois a manifesté en avril davantage de signes de refroidissement avec plus de villes ayant enregistré une baisse des prix en glissement mensuel, a annoncé dimanche le Bureau d'État des statistiques (BES).

Parmi les 70 grandes villes chinoises prises en compte dans ces statistiques, huit ont vu un déclin des prix des logements neufs en base mensuelle au mois d'avril, ce chiffre ayant doublé par rapport au mois de mars, selon le BES.

Les prix des logements neufs ont toutefois augmenté sur un mois dans 44 villes, contre 56 en mars et 57 en février.

En ce qui concerne les logements anciens, une augmentation des prix a été constatée sur un mois en avril dans 35 villes, contre 42 villes en mars et 46 villes en février, a indiqué le BES.

Agence de Presse Xinhua

Analyse & décryptage

La bulle immobilière chinoise est d'ampleur historique. Comme toutes les bulles immobilières, cela veut dire que les ménages sont endettés sur des périodes longues et que ce sont les banques qui ont prêté ces fonds. Lorsque l'immobilier craque dans un pays, c'est en général l'ensemble de l'économie qui flanche. Les bulles immobilières sont les plus graves avec les bulles d'endettement des États. Tout le reste, l'économie mondiale peut s'en accommoder avec un ralentissement plus ou moins important.

Souvenez-vous de la crise dite « des subprimes ».

Charles SANNAT

Excédent commercial de la zone euro... la triste réalité des chiffres

BRUXELLES, 16 mai – La zone euro a enregistré un excédent de 17,1 milliards d'euros du commerce international de biens avec le reste du monde, tandis que l'Union européenne (UE) avait les échanges de biens excédentaires de 3,9 milliards, selon les premières estimations pour le mois de mars dernier publiées vendredi par Eurostat, l'office statistique de l'UE.

L'excédent du commerce international de biens de la zone euro et de l'UE a respectivement baissé par rapport aux 21,9 et 14,7 milliards d'euros au même mois de l'année dernière.

Eurostat a indiqué à cette occasion qu'en janvier-février de cette année, les plus fortes augmentations des exportations de l'UE ont été enregistrées avec la Chine (+13 % par rapport aux deux premiers mois de l'année dernière) et

la Corée du Sud (+9 %), et que les plus fortes augmentations des importations de l'UE ont concerné celles en provenance de Corée du Sud (+11 %) et de Suisse (+6 %). Les baisses les plus marquées ont été observées pour les exportations à destination de la Russie (-10 %), du Brésil et de la Turquie (-5 % chacun), ainsi que pour les importations en provenance de Russie (-10 %) et du Japon (-8 %).

Quant au commerce total des États membres, l'Allemagne a affiché le plus fort excédent (+31,7 milliards) en janvier-février 2014, suivie des Pays-Bas (+10,0 milliards), de l'Irlande (+5,1 milliards) et de l'Italie (+3,0 milliards). Le Royaume-Uni (-16,7 mrd) a accusé le plus large déficit, suivi de la France (-13,3 milliards), de l'Espagne (-4,0 milliards) et de la Grèce (-3,6 milliards), a précisé Eurostat.

Agence de Presse Xinhua

Analyse & décryptage

« L'Allemagne a affiché le plus fort excédent (+31,7 milliards) en janvier-février 2014, suivie des Pays-Bas (+10,0 milliards), de l'Irlande (+5,1 milliards) et de l'Italie (+3,0 milliards). Le Royaume-Uni (-16,7 mrd) a accusé le plus large déficit, suivi de la France (-13,3 milliards), de l'Espagne (-4,0 milliards) et de la Grèce (-3,6 milliards), a précisé Eurostat. »

Voilà la partie passionnante de ces statistiques. Où l'on voit bien que sans l'Allemagne, l'Europe est un nain des exportations, que le modèle irlandais de dumping fiscal à outrance sans État-providence fonctionne bien au détriment des autres pays de la zone euro, que le Royaume-Uni dont tout le monde vante la reprise économique est en réalité une non-reprise, sans production mais uniquement une reprise londonienne liée aux activités financières de la City, que la France s'enfoncé dans son « abaissement » productif, que la réindustrialisation de l'Espagne est un mythe, que la Grèce est morte. Pour l'Italie, c'est un peu différent comme toujours puisque l'Italie du Nord dispose d'une véritable industrie exportatrice et que la chute de la consommation italienne liée à l'austérité forcée fait mécaniquement chuter les importations et permet d'afficher un solde positif.

Bref, l'Europe va mal et tout le monde le sait, mais personne ne le dira. Comme vous le savez, il nous faut encore plus du même problème pour régler le problème. On vous explique donc qu'il faut plus d'Europe. Ne soyez

pas dupes. L'Europe est une grande partie du problème (et pas le seul).

Charles SANNAT

Les marchés seront-ils déçus ?

17 mai 2014 | [Françoise Garteiser](#) | <http://la-chronique-agera.com/marches-decus/>

▪ La semaine vous a parue longue, cher lecteur ? C'est normal — après deux jours fériés coup sur coup, difficile de reprendre le rythme !

Les marchés aussi semblent avoir du mal : ils attendent. Quoi donc ?

Eh bien, peut-être attendent-ils l'effondrement ultime — celui qui balayera les fondations du système actuel pour remettre en place quelque chose de plus sain et de plus solide.

Peut-être attendent-ils des nouvelles de Vladimir Poutine — la situation en Ukraine ne se détend pas, bien au contraire, et [les Etats-Unis poussent leurs pions sur le terrain](#).

Ou peut-être qu'ils attendent un signe de la Fed autre que la lente et constante érosion de l'assouplissement quantitatif ? Janet Yellen ne donne pas signe de vouloir interrompre la cure de désintoxication des marchés boursiers...

... pas plus que la BCE — une autre attente des marchés ? — ne semble *vraiment* décidée à recourir elle aussi à des mesures non-conventionnelles. Les "vases communicants" entre la Fed et la BCE paraissent acquis à tout le monde, mais comme l'expliquait Philippe Béchade aux lecteurs de la lettre [Pitbull](#), "notre banque centrale souffle le chaud et le froid depuis le début de la semaine. La Bundesbank avait fait savoir mardi qu'elle appuierait une initiative de la BCE pour combattre une inflation trop faible en zone euro, y compris par des moyens non conventionnels... mais, jeudi matin, Victor Constancio (le vice-président de la BCE) indiquait que les signaux de déflation sont loin d'être avérés et qu'une remontée des prix se dessine ces dernières semaines".

"Autrement dit, la BCE pourrait se contenter le 5 juin de mesures techniques limitées (une dernière baisse de taux totalement inutile mais tellement attendue par les marchés qu'elle est incontournable) et garder les rachats d'ABS ou la mise en oeuvre d'un LTRO comme un traitement en dernier ressort... en cas de situation de crise aiguë".

"[...] Le scénario de l'horreur serait que la BCE n'injecte pas dans le système financier – à partir de juin – plus de liquidités que la Fed en retranche toutes les six semaines".

De quoi faire frissonner, non ? Et surtout de quoi camper sur ses positions, sans trop bouger, juste au cas où...

▪ Eh bien, puisque les marchés ne se décident pas, c'est nous qui bougeons ! Avec le lancement d'une toute nouvelle lettre... pour un tout nouveau pôle d'activité aux Publications Agora. Il sera consacré à un sujet d'une importance tout à fait vitale : **vous**. Votre bien-être, votre développement personnel, vos envies, votre équilibre...

... Tout ça sera traité dans cette nouvelle lettre, fort justement intitulée *J'Agis !* Tout un programme... et si vous voulez nous rejoindre dans cette aventure, [il suffit de cliquer ici](#).

L'opinion publique ne croit pas que la crise soit définitivement terminée. Et elle a raison!

Par [The Wolf](#) le 17/05/2014 • Par Jean Pierre Béguelin [Le Temps](#)

Si la croissance semble repartir en Europe, on oublie souvent que les économies développées ne produisent pas tout ce qu'elles pourraient obtenir si tous les facteurs de production dont elles disposent étaient utilisés. Les électeurs, eux, l'ont en revanche bien en tête

Ces jours, les données économiques mensuelles sont plutôt bonnes, y compris au Sud de l'Europe, un succès apparent que moult politiciens agitent pour justifier a posteriori leur politique d'austérité. Partout, pourtant, l'opinion publique ne croit pas que la crise soit définitivement terminée, comme le montre de récents sondages, à deux semaines des élections européennes. Et elle a raison, car qui est obnubilé par les seuls taux de croissance ne fait qu'observer la réalité à travers un miroir déformant. C'est que cette mesure – soit le pourcentage avec lequel une grandeur a changé depuis une date de comparaison – donne une fausse impression des variations, car elle atténue optiquement l'importance des reculs et accentue celle des montées. Si une grandeur quelconque – un prix, un volume, un revenu – passe de 100 à 50, on dira qu'elle a reculé de 50% tandis que, pour remonter de 50 à 100 et retrouver ainsi son niveau initial, il lui faudra s'accroître non pas de 50%,

mais de 100%, ce qui trompe souvent le rédacteur ou le lecteur pressé.

Certes, cet effet de loupe asymétrique est moins prononcé si les changements sont plus modérés, mais il demeure. Si, comme ce fut le cas en 2008-2009, une récession fait reculer la production de 10%, 2% d'augmentation du PIB l'année suivante ne ramènera la production que de 90 à 91,8. À ce rythme, il faudrait cinq ans et demi pour que l'activité économique retrouve son niveau d'avant crise. Durant tout ce temps la conjoncture, même si elle s'améliore, demeurera fragile et le sous-emploi important si bien que le public restera probablement pessimiste, sauf, peut-être, si la reprise se renforce rapidement. Or, sauf en «Énergie», cela n'a pas été le cas ces dernières années. Si le PIB a certes retrouvé son niveau d'avant-crise en 2011 déjà aux États-Unis, il ne l'a fait qu'en 2013 au Japon, un retard dû en partie aux conséquences énergétiques négatives du tsunami, tandis qu'il est encore quelque 2% au-dessous en Europe et au Royaume-Uni. Tout naturellement alors, les Européens ne voient pas leur conjoncture sous la meilleure des lumières d'autant que, s'ils généraient l'an prochain un PIB identique à celui des 2008, ils ne jouiraient pas d'une prospérité retrouvée.

C'est que normalement – avec des travailleurs, des bâtiments et des machines correctement utilisés – la production d'un pays doit croître d'année en année. D'abord, la population résidente grandit, du moins dans la plupart des cas, ce qui gonfle la force de travail et permet d'accroître d'autant la production de biens et services. Ensuite, il y a l'élargissement du capital productif – les immeubles locatifs terminés, les usines venant d'ouvrir, les machines fraîchement disponibles et les nouvelles infrastructures – dont la mise en fonction se traduit par une production accrue. Enfin, les nouvelles machines et autres capacités venant d'être installées incorporent les dernières technologies et sont donc plus efficaces que les anciennes, augmentant ainsi la productivité générale d'une économie.

Cet accroissement annuel normal – on dit potentiel dans le jargon – change de pays à pays compte tenu de la démographie, du taux d'épargne et de la capacité d'intégrer les progrès techniques. Cependant, comme ces trois facteurs ne sont pas totalement indépendants – un pays manquant de main-d'œuvre tend tout naturellement investir plus en machines et en technologie – cette croissance potentielle ne diffère pas trop d'un pays développé à l'autre. Elle se situe, sauf pour un Japon victime de son vieillissement et de sa

xénophobie, aux environs de 1.25% par an. Ainsi, si tout était resté normal dans la plupart des pays développés, leur PIB 2013 aurait dépassé d'un peu plus de 6% celui qui observé en 2008. Si ce n'est pas le cas actuellement, c'est que la reprise qui a suivi la récession 2008/2009 a été trop lente pour que leur production puisse rejoindre leur niveau potentiel si bien que ces économies sont loin d'occuper aujourd'hui toutes les ressources dont elles disposent. Cette production manquante – on dit «output gap» en jargon – s'élèverait aujourd'hui à quelque 2% du PIB aux États-Unis, 3% au Japon et quelque 8% en Europe, où elle est très prononcée au Sud et dans la périphérie comme en Finlande par exemple.

Ces chiffres ne doivent toutefois pas être pris à la lettre, car ils ne sont que des approximations. Une longue période de sous-emploi et d'austérité tend, par exemple, à réduire dans une certaine mesure la croissance potentielle d'une économie. Durant la période de crise en effet, les infrastructures non renouvelés vieillissent et perdent de leur efficacité; les firmes, voyant leur équipement sous utilisé, investissent peu et leur parc de machines est de plus en plus dépassé; à la longue, les chômeurs perdent peu à peu leur qualification et sont de moins en moins employables, un phénomène similaire à l'hystérésis d'une charge magnétique. C'est pourquoi les offices statistiques calculent le potentiel de croissance d'une économie comme une moyenne sophistiquée des taux observés sur les 8 ou 10 années précédentes. Mais si, comme c'est le cas actuellement, la dernière récession a été marquée et suivie d'une reprise très lente, cette méthode réduit trop fortement le niveau du potentiel estimé et, donc, le manque de production par rapport au PIB observé, ce qui fait apparaître la conjoncture par trop rose.

Pour l'Eurozone, par exemple, l'Eurostat estime qu'actuellement ce manque n'est que de 3% du PIB, un chiffre probablement trop faible. Après tout, les Européens, sauf les Allemands, travaillent nettement moins aujourd'hui qu'avant la crise et ça n'est pas la déqualification des travailleurs qui explique ce recul de la participation. Non, l'UE et, surtout, l'Eurozone, sont aujourd'hui des économies en net sous-emploi et elles le seront sans doute demain si les taux de croissance généralement prévus se réalisent car ceux-ci sont trop bas pour supprimer, à vues humaines, le manque de production potentielle. Elles auraient en fait besoin d'un choc que, malheureusement, nul ne peut leur faire subir: ni les États paralysés par le Pacte de stabilité, ni la BCE ligotée par ses statuts, ni les banques sans fonds propres suffisants, ni le

change vu la taille l'économie.

Plaignons donc les candidats pro-européens aux prochaines élections, eux qui ne peuvent offrir à leurs électeurs que du chômage, des restrictions, de l'insomnie et des larmes. Quel programme...

Pourquoi les ventes d'art contemporain enchaînent les records

Philippe Herlin 19 mai 2014

Le marché de l'art contemporain se porte très bien et enchaîne les records. Le 13 mai, Christie's a organisé la plus grande vente de son histoire, avec 745 millions de dollars de recettes. Les pièces maîtresses étaient signées Barnett Newman et Francis Bacon.

Atlantico : Le 13 mai, Christie's a enregistré un chiffre d'affaires record de 745 millions de dollars. En mai 2013, la célèbre maison de ventes avait déjà battu des records en réalisant un chiffre d'affaires de 495 millions de dollars, surpassé par la suite par 691,6 millions de dollars de vente en novembre. Les œuvres achetées sont majoritairement contemporaines. Quelles sont les motivations des acheteurs à acheter principalement des œuvres de ce courant artistique ? S'agit-il de l'une des dernières opportunités d'investissement ?

Philippe Herlin : Le marché de l'art se porte très bien, mais tout spécialement l'art contemporain, pourquoi ? **Parce qu'il agit comme un signe de reconnaissance sociale entre les multimillionnaires à travers le monde.** Il a incontestablement une part de snobisme (comme les yachts). En outre, c'est essentiellement de "l'art conceptuel", c'est à dire que ça joue sur une idée, un clin d'oeil, il n'y a donc pas vraiment besoin d'une grande culture artistique pour "entrer" dans l'oeuvre. Comprendre une nature morte du XVIIIe siècle nécessite un certain bagage culturel et historique, alors que s'extasier devant une statue de Jean-Paul II écrasé par une météorite (une oeuvre de Maurizio Cattelan) relève du simple trait d'esprit ; ça convient donc tout à fait aux nouveaux riches.

Quels sont les avantages à investir dans l'art contemporain ? Quels sont les risques ?

A moins de taper dans les grands noms déjà consacrés, c'est un marché très spéculatif. Il faut le faire si on s'intéresse vraiment à l'art contemporain, qui est extrêmement varié (il n'y a pas que de l'art conceptuel), mais pas pour des raisons uniquement financières. Comme ça, si vous perdez de l'argent, il vous reste au moins le plaisir du collectionneur qui peut contempler ses oeuvres. C'est un "investissement-plaisir", mais si on a la fibre, il ne faut pas hésiter.

Quelles sont aujourd'hui les autres opportunités d'investissement de ce type ?

L'art appartient à la catégorie dite des "actifs réels", c'est à dire qui possèdent une valeur intrinsèque, qui ne sont la contrepartie de personne. Ceci par opposition aux "actifs papier" dont la valeur dépend de ce sur quoi ils sont adossés (l'assurance-vie adossée aux emprunts d'Etat, les actions aux entreprises). **Un contrat d'assurance-vie c'est concrètement un bout de papier qui peut valoir zéro si l'Etat fait défaut sur sa dette, alors qu'un tableau vous l'avez en main propre, et il vaudra toujours quelque chose si l'artiste est reconnu.** Les autres types d'actifs réels sont l'immobilier, l'or, les matières premières, les terrains agricoles. Citons aussi les voitures de collection, les planches originales de BD...

Que dit cette tendance d'investissements sur l'état de l'économie en général ?

Il y a incontestablement un mouvement vers les actifs réels en général depuis la crise de 2008 (et même avant pour l'or ou l'art justement) et cela traduit une crainte face au système bancaire qui a été proche de l'effondrement au moment de la faillite de Lehman Brothers le 15 septembre 2008. Et nous ne sommes pas vraiment sortis de cette crise, les banques centrales ont surtout fait tourner la planche à billets, mais rien n'est réglé sur le fond, les faillites bancaires sont toujours possibles, on l'a vu à Chypre en avril 2013, et d'autres pays peuvent être touchés. Dans ce cadre, diversifier son épargne dans des actifs réels relève d'une sage précaution.

Les deux plus grosses ventes concernent deux œuvres d'artistes américains, à savoir *Black Fire I* de Barnett Newman et *Three Studies of a portrait of John Edwards* de Francis Bacon. Ces deux œuvres ont rapporté à elles seules 165 millions de dollars. Que comprend ces prix faramineux ? S'agit-il de la réelle valeur de l'art ?

Ce qui explique aussi le succès de l'art contemporain c'est un phénomène tout bête, évident : la raréfaction des oeuvres. **Les grands noms du passé sont dans les musées et ceux-ci ne vendent pas !** Impossible ou presque, désormais, d'acheter un Vermeer, un Watteau, un Delacroix, etc. Alors que pour les artistes actifs après la Deuxième Guerre mondiale, nombre de leurs oeuvres se trouvent encore dans des collections privées, c'est à dire qu'elles sont susceptibles un jour de revenir sur le marché. D'où le succès en salle des ventes des grands artistes d'après guerre comme Barnett Newman ou Francis Bacon. Maintenant sur le cotes qui montent pour des artistes vivants, sur lesquels le "temps" n'a pas fait son oeuvre, il faut redoubler de prudence...

Read more at <http://www.atlantico.fr/decryptage/pourquoi-ventes-art-contemporain-enchainent-records-philippe-herlin-1568699.html#gmwAIIpZ0tBhBWeM.99>

Espagne, Grèce, Portugal... : DES RÉSULTATS QUI NE SOUFFRENT PAS DISCUSSION !

19 mai 2014 par François Leclerc | <http://www.pauljorion.com/blog/?p=65136>

Sur les murs des villes grecques, un graffiti témoigne de ce que ressentent leurs habitants : « je souffre », est-il griffonné de toutes les couleurs et dans toutes les dimensions. La situation s'améliore en Grèce, entend-on pourtant dire, en se gardant d'utiliser comme argument la baisse du chômage des moins de 24 ans, passé en février dernier de 60,4% à 56,8% ! Sans faire non plus référence à l'avis des économistes grecs qui avertissent de ne pas s'attendre à une baisse significative avant longtemps.

Les chiffres sont aussi impressionnants pour les jeunes Espagnols, mais une autre statistique retient l'attention : celle des chômeurs tous âges confondus qui ne touchent plus d'indemnités à ce titre. Ils seraient 4 millions dans ce cas, seuls 1,9 millions en percevant une selon l'Institut national des statistiques. Ce qui contredit les chiffres du gouvernement qui dénombre les bénéficiaires d'une allocation à 2,9 millions en comptabilisant des situations

d'une autre nature. Trois facteurs concourent à ce résultat : le développement du chômage de longue durée au-delà de la période pendant laquelle une aide est perçue, les réductions budgétaires successives, et les modifications des règles d'accès aux prestations sociales.

Une autre statistique illustre ce que doivent endurer les Espagnols : au premier trimestre de cette année, aucun des deux membres de 736.900 foyers ne disposaient d'une rémunération, ce qui représentent environ 1,5 millions de personnes sans salaire. Afin d'y remédier, le développement de l'économie informelle bat son plein.

Au Portugal, seulement 37,5% des jeunes sont au chômage, pourrait-on faire valoir, mais un cinquième de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté (correspondant à un revenu inférieur à 409 euros mensuels). Un léger recul du chômage est aussi enregistré, mais sa cause n'est pas à chercher bien loin : environ 300.000 Portugais ont quitté le pays entre 2011 et 2013, surtout des jeunes qui renouent avec la forte tradition d'émigration du pays (tout comme celle des Irlandais).

Siim Kallas, le vice-président de la Commission, s'est joint au chœur de tous ceux qui saluent comme une grande victoire la sortie du Portugal de son *plan de sauvetage*, tout en y allant de son commentaire : « les politiques de rigueur budgétaire et les réformes visant à soutenir la croissance doivent être maintenues pendant les mois et années à venir ». L'ultime mission de la *Troïka* à Lisbonne a été présentée comme mettant fin à la tutelle à laquelle le pays était soumis, ce qui était vite oublier la déclaration du premier ministre qui avait auparavant annoncé la poursuite de la surveillance des créanciers jusqu'à ce que 75% des prêts octroyés soient remboursés, prévu pour prendre 20 ans... Depuis, le gouvernement a adopté un document intitulé « le chemin vers la croissance », qui aurait mieux fait d'indiquer directement celui de l'exil, comme le premier ministre l'avait d'ailleurs conseillé aux jeunes portugais.

Encore bravo !

Sur le marché des brevets, LES FINANCIERS ONT UN TEL TALENT !

17 mai 2014 par François Leclerc | <http://www.pauljorion.com/blog/?p=65072>

Ils font de l'or avec tout ce qu'ils touchent ! On savait déjà comment la spéculation financière avait été alimentée par l'usage détourné des produits de couverture, qui se poursuit, et l'on connaissait l'activité des *fonds vautours* sur le marché obligataire, où l'un d'entre eux s'illustre actuellement au détriment de l'Argentine. Mais la liste n'est pas limitative : dans un tout autre domaine, celui des brevets et de la *propriété intellectuelle*, la même inspiration et les mêmes talents ont trouvé à s'exercer aux États-Unis, et marginalement encore en Europe.

Non pas à la manière grossière d'un viol caractérisé, dont les Chinois seraient parait-il coutumiers, mais à la faveur plus subtile du détournement d'une législation ayant originellement pour objet de protéger par des brevets l'innovation technologique et de permettre ainsi son financement. Pour ne pas affubler ces pratiques omniprésentes aux États-Unis du vilain terme de spéculation, ils sont qualifiés de *monétisation de la propriété intellectuelle*, dans un secteur qui s'y prête particulièrement en raison de son caractère très concurrentiel et du flot constant d'innovations dont il bénéficie : le « high-tech ».

Tout a commencé par le développement des « patent pools », ce regroupement de brevets appartenant à la même famille, dont les licences étaient vendues en paquets. Une pratique fonctionnelle au départ, qui a ensuite dérivé vers des stratégies de contrôle de ce marché, aboutissant à la concentration de la propriété des brevets dans les mains d'un nombre restreint d'entreprises grâce à des achats massifs, sans que l'intention soit nécessairement de les utiliser. Des sociétés qualifiées de *Non practicing entities* (entités sans activités) étaient créées à ce dernier effet. Le tout orientant le cas échéant la définition des normes techniques de référence afin que leur respect implique l'achat d'une licence sur les brevets qu'elles détiennent.

Comme si cela ne suffisait pas, un dérapage prononcé s'en est suivi. Des « patent pools » on est passé à des fonds d'investissement spécialisés, les « patent trolls » que l'on pourrait appeler chasseurs de brevets, et la guerre qui était engagée a atteint son paroxysme, à tel point que les autorités américaines s'en sont alarmées (sans effet notable à ce jour). Ces chasseurs d'un nouveau genre ont pour activité d'engager des actions en justice pour contrefaçon et violation de leurs droits de propriété sur des brevets qu'ils

n'exploitent pas mais qu'ils détiennent. 60% des plaintes liées aux brevets enregistrées aux États-Unis le seraient de leur fait, aboutissant en 2011 à des dommages et intérêts en leur faveur de 29 milliards de dollars, parfois obtenus afin d'éviter une action en justice dont les coûts sont très élevés.

Détail important, cette pratique n'a rien d'illégal et il lui est trouvé des justifications complaisantes du type la revanche des petits contre les gros. Mais si ce sont les plus grandes entreprises qui suscitent le plus de plaintes répertoriées, c'est parce que les petites n'ont souvent pas d'autre issue que de payer pour éviter les dépenses d'un procès. Et, à y regarder de plus près, le jeu n'est pas si manichéen car les grandes entreprises utilisent les services de chasseur de brevets pour valoriser au mieux leur propres portefeuilles...

La parasitologie, science consacrée à l'étude du parasitisme, a mis en évidence que les organismes qui en étaient victimes développaient des moyens de défense, tandis que les parasites en faisaient autant pour continuer de rencontrer leur hôte et survivre à ses dépens. Parfois l'un des deux meurt, parfois même les deux...

Economie monétaire : il suffira d'un matin...

Posté le 18 mai 2014 par *Bcolmant* <http://blogs.lecho.be/colmant/>

On oppose souvent l'économie réelle à la sphère financière.

Cette distinction m'a toujours parue suspecte : il n'y a pas d'économie irréaliste qui s'opposerait à une économie tangible.

Par contre, une partie de l'économie est symbolique : c'est le reflet de la dématérialisation de la monnaie.

Cette dernière est un postulat et une adhésion collectifs qui lui donnent vie.

Mais cette économie symbolique n'est pas étrangère à l'économie réelle, puisqu'elle la structure.

En effet, c'est bien la monnaie qui permet le déploiement de l'économie marchande.

C'est donc une étrange situation : l'économie réelle est dominée par un symbole, c'est-à-dire le signe monétaire qui est une convention fiduciaire, qu'elle a elle-même contribué à créer.

L'économie réelle et financière consiste donc en un rapport d'hommes à

hommes, et parfois d'hommes contre hommes.

Cette étrange relation s'exprime lorsqu'on oppose le capital et le travail. Pour partie, le capital est du travail accumulé sous forme d'épargne. Le capital est donc parfois un travail passé qui s'oppose au travail contemporain. Là aussi, on voit que la scission d'économies réelles et financières est fragile, voire erronée.

On peut, à juste titre, évoquer le fait que tout capital n'est pas travail accumulé. C'est correct et cela pose la question du caractère tangible du signe monétaire qui représente un capital plutôt qu'il ne l'incarne. C'est ainsi que Marx considérait que le capital était subordonné au travail et qu'il était, pour partie, fictif.

C'est pour cela qu'il est illusoire de croire que des problèmes monétaires peuvent se résoudre par des destructions de symboles, comme la monnaie ou les dettes publiques, puisque ces derniers sont consubstantiels aux structures sociales.

Une implosion sociale conduirait donc à une explosion monétaire, et inversement.

Le grand Soir marxiste ne serait donc pas exclusivement celui du capital, mais aussi celui de l'économie réelle.

C'est pour cela qu'il n'y aura pas de grand soir.

Au mieux, un tout petit matin.

D'une désillusion à une déflation

Posté le 16 mai 2014 par Bcolmant

La chute spectaculaire des taux d'intérêt ne peut plus leurrer personne. Elle n'est pas un indice ou un symptôme de déflation, mais son illustration concrète.

En effet, malgré les injections (modiques) de liquidités et l'assouplissement (insuffisant) des politiques monétaires, la monnaie ne circule plus dans l'économie.

Sa vélocité (c'est-à-dire le nombre de fois que la monnaie tourne dans l'économie) a chuté spectaculairement et les agents économiques épargnent sans investir.

Au reste, d'autres éléments de déflation nous confrontent : la croissance a encore chuté et le niveau d'inflation, exprimé en base annuelle, oscille entre 0,5 et 0,8 %.

Cette déflation se conjugue avec un piège de la liquidité, à avoir une situation caractérisée le caractère inopérant de la politique monétaire. A cet égard, la Banque Centrale Européenne devra agir de manière décisive : des baisses de taux d'intérêt homéopathiques seront stériles et seul un refinancement massif d'emprunts bancaires accordés à des entreprises privées serait logique.

Cela permettrait de désengorger les bilans des institutions financières afin de libérer des fonds pour d'autres investissements.

Mais là aussi, il ne faut pas s'illusionner : l'économie est très liquide et c'est l'absence de projets d'investissements – et non l'absence de liquidités- qui constitue le véritable obstacle à une reprise de l'économie productive.

Tout est donc devenu très compliqué.

Si le passé pouvait être réécrit, on aurait, dès le début de la crise de 2008, inondé l'économie de liquidités, comme les Etats-Unis l'ont fait.

L'absence de vision commune, le réflexe de la rigueur et la rigidité monétaire des pays du Nord européen l'ont empêché.

C'était une erreur historique.

Une gigantesque transformation sociale nous attend

Posté le 15 mai 2014 par Bcolmant

Je crois que la crise est bien plus profonde que l'image qu'on en retire des médias.

On me reprochera, à juste titre, un pessimisme dont j'admets la trame personnelle.

Pourtant, au-delà des chiffres et des images, la réalité de l'économie productive est extrêmement inquiétante.

L'économie s'est effondrée.

Certes, les entreprises sont, pour la plupart, désendettées et extraites du krach boursier de 2008.

En même temps, lorsqu'on examine les statistiques de l'économie industrielle

de base, c'est-à-dire la production de ciment, l'immobilier, les ventes de véhicules, les octrois de crédit, les transports, etc., tout s'est affaissé dans des proportions ahurissantes.

C'est une déferlante de faillites. Les carnets de commande s'assèchent de plusieurs dizaines de pourcents. On ne parle plus de quelques rides négatives sur une tendance de croissance, mais d'un véritable décrochage économique qui porte les germes d'une profonde vague de chômage.

Quel sera l'aboutissement de cette réalité ?

Je crois, avec une conviction renforcée, que les tensions idéologiques vont s'exacerber.

D'aucuns exigeront une étatisation croissante, voire généralisée, de l'économie, pour maintenir l'ordre social.

D'autres argumenteront que cette voie conduira à désertifier toute l'initiative spontanée.

Faut-il craindre Karl Marx pour espérer Adam Smith ?

Ou déboulonner Friedman pour restaurer Keynes ? Je ne le sais.

Mais une chose est certaine : un monde nouveau se dresse. Il porte en lui une gigantesque transformation sociale.

Cette dernière est imprécise, mais probablement radicale.

[Le Yéti change de chemise](#)

par [Le Yéti](#) - <http://yetiblog.org/index.php?post/le-yeti-change-de-chemise>



Prendre un peu de recul sur ce qu'on fait. Ronronner, ça va le soir au coin du feu, mais pas sur un support médiatique lu par plein de gens bien. Trouver un nouvel axe d'expression pour se renouveler et ne pas lasser. Changer de peau ? Non, ce serait prétentieux. Disons, juste essayer de changer de chemise.

Voilà les quelques réflexions qui me taraudaient ces derniers temps. Parce que justement je trouvais que mes chroniques ronronnaient. Ni une, ni deux, plusieurs décisions :

1. L'arrêt de mes chroniques sur Rue89

J'ai averti la rédaction de Rue89 de ma décision d'arrêter la publication de mes billets sur l'espace qu'elle me dédiait depuis fin 2008. Je connaissais nos différences de vision des affaires de ce monde, mais à cause et en raison de ces différences d'appréciation, j'ai accepté à l'époque leur proposition. Je ne l'ai jamais regretté.

Bilan :

- **657 chroniques** quasiment toutes (à moins d'une dizaine d'exceptions) publiées en une ;
- **un programme de gouvernement** complet en 11 volets paru dès mars 2009 (tournant autour de l'idée d'un revenu d'existence pour tous) ;
- Et **quelques mythes miteux** dézingués (l'argent, la dette, le plein-emploi, la croissance...)

Pourquoi s'arrêter ? Voir chapeau de ce billet. Je me suis toujours dit qu'au moment de la rupture, on ne devait pas reprocher à l'autre de gâcher votre vie, mais le remercier de la part qu'il avait bien voulu vous accorder dans la sienne. Ciao, les ami(e)s de la Rue, et merci pour tout.

2. S'occuper du monde d'après

Mes chroniques visaient à montrer et décrire la chute inéluctable d'une civilisation, la nôtre. Celle du capitalisme triomphant, né industriel et échoué en un financiarisme stupide, avec sa croissance forcenée, sa compète sur le dos des autres, ses spéculations de sales gosses, son absence totale d'intérêt.

Seulement voilà, c'est fini. Le capitalisme néolibéral est scotché dans un état de mort clinique avancée, juste un peu prolongée. Ceux qui ne le savent pas encore ne le sauront jamais. Pas la peine de multiplier les exemples comme je le faisais pour les en persuader. Pas la peine de se complaire en vaines jérémiades et en indignations stériles. Fatigant.

Il est grand temps de s'occuper du monde d'après, de se pencher sur ces gens qui vivent déjà "ailleurs", qui tentent de trouver des solutions originales,

même encore marginales, mais en se détournant de la bête moribonde. J'avais déjà fait un petit test sur le sujet avec ma petite série sur [les gens d'à côté](#). Pas assez approfondi. Je vais m'y employer.

3. Explorer de nouveaux territoires

Mes petits billets seront toujours politiques, mais moins politiques, plus locaux, plus personnels aussi. Je veux dire qu'ils s'occuperont de la vie de la cité et de mes voisins, beaucoup moins de celle des partis et des institutions. Les élections précédentes, les tristes "européennes" qui s'annoncent, montrent que la solution ne viendra pas de ce côté-là.

Pas grave, je ne sais pas, vous, mais en six décennies, je me suis rendu compte que je m'étais finalement plutôt marré, sans pourtant jamais connaître un régime de gouvernement correspondant de près ou de loin à mes aspirations. Comme quoi...

Bref, le temps est venu d'explorer de nouveaux territoires, à côté, décalés, plus que de décrire les soubresauts de l'ancien ad nauseam. Sur un autre support ? Peut-être bien, je ne sais pas encore. En attendant, il reste cet espace privé. Qui marche plutôt bien tout seul.

Et tiens, pour la peine je fais une tentative de réouverture des commentaires. Ce matin, il fait beau. Le soleil perce à travers les rideaux.

Chine : Les bulles sur l'immobilier et les périls de l'argent facile

Par [The Wolf](#) le 17/05/2014 • Par [Mish](#)

Le défaut potentiel de la Chine laisse présager un effondrement du marché immobilier.

Le spectre du défaut de la Chine sur le marché des prêts renforce l'inquiétude des promoteurs immobiliers qui ont aussi emprunté en dollars. Une grande partie du système financier chinois de shadow banking, qui représente tout de même 7 500 milliards de dollars, a été financé par des mécanismes de trusts et a aidé, en apportant un financement facile aux sociétés considérées comme trop risquées par les banques, à propulser la croissance du PIB chinois à plus de 10% pendant des années. Les prêts aux industries solaires,

à l'immobilier, aux charbonnages et autres ont triplé au cours de ces trois dernières années à 1.800 milliards de dollars, et les détenteurs des obligations de ces sociétés commencent à s'inquiéter sérieusement au moment où le gouvernement veut diminuer les encours de crédit et où l'économie chinoise commence à donner des signes de faiblesse.

Des faillites inévitables

Des fissures commencent déjà à apparaître. Zhejiang Xingrun Real Estate Co. a fait faillite le mois dernier, moins de deux semaines après le défaut de sa dette par Shanghai Chaori Solar Energy Science & Technology Co.

Bien que China Credit Trust Co. ait été refinancé en janvier, Premier Li Keqiang pense que des défauts continueront d'apparaître à mesure que le gouvernement resserre le crédit.

Les prix de l'immobilier ont gagné 60% depuis que le programme de stimulus fiscal de 4 trillions de yuans lancé par le gouvernement en 2008 a encouragé les sociétés à emprunter plus pour construire plus. Alors que la Chine met un frein à son programme de stimulus, des milliers de bâtiments demeurent inhabités.

En Chine, les prix de l'immobilier ont gagné 60% depuis 2008.

En quoi cela a-t-il contribué aux chiffres officiels de l'inflation ? En rien du tout.

Les bulles sur les actifs sont ignorées par le calcul de l'inflation. Les banques centrales se concentrent exclusivement sur les prix des loyers. Les bulles sur les actifs ont donné naissance à de nombreux projets non- viables dépendants de financements à la ponzi. Mais le train en fête ne tardera pas à venir se heurter à un mur de briques. Le financement à la ponzi prendra fin aussitôt que les plus fous auront plié bagage.

Les banques chinoises dans une orgie de levées de fonds

100 milliards de yuans! Tel est le montant, équivalant à près de 12 milliards d'euros, que Bank of China cherche à lever à la bourse de Shanghai mais également à l'étranger. D'après un prospectus , la quatrième banque chinoise procéderait à l'émission d'actions préférentielles, un type de titres nouveau en Chine, que le régulateur a autorisés il y a deux mois, dans le cadre d'un programme d'essai.

Le succès a été rapide: Agricultural Bank of China, la troisième banque chinoise, a annoncé, la semaine dernière, son projet de lever, elle, 80 milliards de yuans, également via l'émission d'actions préférentielles. Ces actions, qui sont émises via des placements privés et peuvent, sous certaines conditions, être converties en titres classiques ultérieurement, ont aussi été choisies par Shanghai Pudong Development Bank, qui souhaite émettre 30 milliards de yuans.

Cette floraison de levées de fonds bancaires témoigne de la situation dans laquelle se trouvent les banques chinoises. La mise en place de normes prudentielles plus exigeantes les oblige à renforcer leurs capitaux propres. D'après les calculs de Mizuho Securities, s'ils ne font rien pour s'attaquer au problème, les quatre géants bancaires chinois pourraient cumuler un manque de 87 milliards de dollars à l'horizon 2019.

A cela s'ajoute le contexte d'une dégradation de la situation financière et d'une nette augmentation des prêts non performants. Bien que ceux-ci restent à des niveaux très raisonnables en valeur absolue (autour de 1% des prêts bancaires selon les chiffres officiels), la pression monte sur le système bancaire pour qu'il renforce ses digues en cas de tempête.

Hier, on a appris que le régulateur bancaire travaillait actuellement à la définition d'un dispositif d'urgence pour le cas où une banque ferait faillite. *Source Les Echos*

Le Yuan alternative au Dollar?

Je conserve mon admiration sceptique pour tous ces Chinois qui pensent que le yuan pourra bientôt remplacer le dollar en tant que devise de référence internationale.

Comme je l'ai déjà dit, le marché chinois des obligations est loin d'être suffisamment large ou liquide. La bulle chinoise sur l'immobilier est la plus gonflée du monde, le système bancaire opaque du pays est au bord de l'implosion, et la croissance explose.

Mes lecteurs savent certainement que je ne suis pas du genre à brandir le drapeau des Etats-Unis.

Ceci dit, il n'en est pas moins que les Etats-Unis possèdent le marché de capitaux le plus ouvert et le plus libre des pays développés. Les contrôles qu'impose la Chine sur le capital peuvent quant à eux faire penser à certains pays d'Amérique du Sud (et ce n'est qu'un problème parmi tant d'autres).

Contrebande monétaire

Voici l'extrait d'un article de Reuters intitulé [How China's Official Bank Card is Used to Smuggle Money](#).

De plus en plus de Chinois utilisent leur carte bleue soutenue par l'Etat pour faire apparaître illégalement des milliards de dollars à l'étranger.

Cette monnaie souterraine traverse la frontière pour finir dans le centre des jeux d'argent qu'est Macau, une ancienne colonie portugaise qui comme Hong Kong est une région autonome de la Chine. Le conduit utilisé n'est autre que le système de paiement sécurisé par carte bancaire du gouvernement, China UnionPay.

Dans le labyrinthe de ruelles poussiéreuses qui encerclent les casinos de Macau, des centaines de bijouteries, de magasins de montres et de prêteurs sur gage aux vitrines éclairées de néons font fortune en permettant aux Chinois d'utiliser UnionPay pour effectuer de fausses transactions – ce qui leur permet d'échapper aux contrôles stricts d'exportation de devises imposés par la Chine.

Très récemment, dans une boutique du nom de Choi Seng Bijoux et Montres, une femme d'âge mur s'est présentée au comptoir. Elle a tendu au caissier sa carte UnionPay et obtenu 300.000 dollars de Hong Kong (50.000 dollars US) en liquide. Elle a signé un reçu décrivant la transaction comme étant une « vente libre », mis ses billets dans son sac à main avant de se rendre au casino Ponte 16, juste en face.

Son retrait excède de loin la limite quotidienne de 20.000 yuans, ou 3.200 dollars, que les citoyens chinois sont autorisés à sortir du

territoire. « Ne vous en faites pas », a dit un commis de magasin questionné sur la légalité de telles transactions. « Tout le monde le fait ».

Le yuan peut-il remplacer le dollar comme devise de référence ?

Avec des contrôles imposés sur le capital, des contrôles politiques, une absence de liberté de la presse, un système bancaire opaque, des problèmes sur le plan immobilier et des centres commerciaux et des villes entières complètement déserts, le yuan n'est pas prêt de pouvoir remplacer le dollar en tant que devise de référence internationale.

La Chine a dix ans de retard, et elle ne pourrait rattraper les Etats-Unis que si tout allait bien (ce qui n'est pas le cas). En raison de son manque de liberté politique, de l'absence d'un marché d'obligations liquide et de droits humains et de propriété déplorables, il faudra des décennies au yuan pour pouvoir remplacer le dollar.

Puisqu'une crise monétaire globale devrait survenir bien avant ça, je suspecte que ce ne sera jamais possible. Un autre système monétaire pourra peut-être être instauré.

Bretton Woods vit ses derniers instants. Personne ne sait ce qui arrivera ensuite. Ce pourra être l'or ou une crypto-devise, mais ce ne sera pas le yuan.

Source 24hgold

<http://www.24hgold.com/francais/actualite-or-argent-chine-la-contrebande-monetaire-bat-les-controles-des-capitaux.aspx?article=5289224758H11690&redirect=false&contributor=Mish>

La Deutsch Bank n'a plus de sous, et va recapitaliser et se vend au Qatar!

Les Moutons enragés 19 mai

Le pilier de l'économie allemande se vend au Qatar qui va aider à la recapitalisation de la banque, il faut 8 milliards d'euros à la Deutsch Bank pour survivre, c'est la cata annoncée en somme... Et vu qu'elle fait partie des « to big to fail », des banques trop grosses pour être en faillite, c'est « par ici la monnaie » et la supercherie continue... N'oublions pas certaines choses pour comprendre un peu plus l'actu en elle-même: bien

sur, la DB a retiré 100 milliards d'euros des USA pour obéir aux nouvelles règles de la FED, mais elle possède aussi la plus forte exposition aux produits dérivés de la planète, elle est exposée à hauteur de 55.605.039.000.000 euros, autrement dit 55.605 milliards d'euros, 55 mille milliards d'euros, ou 55,6 trillions d'euros, ouf! La situation est tellement grave que suivant un responsable de la DB, seul Jésus pourrait sauver la zone euro, et vu que sur son agenda, il n'est pas encore vraiment disponible, il descendra de sa croix un peu plus tard, et peu de chance que cela soit pour sauver des banquiers, même pas ceux qui sont déjà mourus, comme celui de la DB dernièrement retrouvé pendu.

Deutsche Bank, la première banque allemande, a annoncé dimanche avoir augmenté son capital d'environ 8 milliards d'euros. Ce qui constitue la deuxième plus grande opération de ce type de son histoire, la précédente ayant eu lieu en 2010 pour un montant de 10 milliards d'euros.

L'augmentation de capital prendra en partie la forme d'une émission d'environ 60 millions d'actions au prix de 29,20 euros, pour un montant global de 1,75 milliard d'euros. Un seul investisseur s'en portera acquéreur : la société Paramount Services Holding, contrôlée et détenue par un membre de la famille princière du Qatar, Hamad ben Jassem al-Thani.

En ce qui concerne la seconde partie de l'augmentation de capital, jusqu'à 300 millions de nouvelles actions seront émises, le tout pour 6,3 milliards d'euros.

Sous réserve de l'aval de l'Autorité allemande des marchés financiers (BaFin), une notice d'information concernant cette opération devrait être publiée le 5 juin prochain. La période de souscription devrait courir vraisemblablement jusqu'au 24 juin.

Le 29 avril dernier, Deutsche Bank avait annoncé qu'elle partait de nouveau en quête d'argent frais, souhaitant ainsi renforcer son assise financière, s'inquiétant officiellement de sa capacité à respecter des règles européennes plus strictes.

En janvier dernier, alors que [la Banque de Grèce](#) (BdG) avait estimé que les banques grecques pourraient avoir besoin de nouveaux capitaux, la présidente de la BaFin avait indiqué parallèlement que les tests de résistance bancaires devant être menés prochainement en Europe pourraient conclure à un manque de capitaux de certaines banques allemandes.

La présidente de l'Autorité allemande, Elke König, avait alors averti que « selon les scénarios et postulats qui seront retenus, les tests pourraient révéler des besoins de capitaux additionnels chez certaines banques »

Article complet sur [Le blog finance](#)

Sommes-nous à l'ère de Big Brother ? **Réponses à la FreedomFest de Las Vegas en** **juillet**

Par Damien Theillier - Cours de philosophie
Publié le 19 mai 2014

Le roman de George Orwell 1984 fait un grand retour en force ces derniers temps. L'auteur y dépeint une société future dans laquelle les citoyens sont contrôlés par un pouvoir qui voit tout et qui sait tout, dénommé « Big Brother ». Depuis le scandale de la NSA, révélé par Edward Snowden, nous sommes avertis qu'une surveillance généralisée de la vie privée des citoyens a été mise en place dans l'ombre, non seulement aux États-Unis mais partout dans le monde. Le fait est sans précédent et s'appuie sur la puissance des nouvelles technologies. Le cauchemar d'Orwell est-il devenu réalité ? Faut-il s'en inquiéter ? L'État n'est-il pas censé être le gardien bienveillant de notre sécurité ?

Du 9 au 12 juillet, se tiendra à Las Vegas un grand rassemblement libertarien sur ce sujet : la FreedomFest. En effet, cette année, le thème du festival sera « Big Brother », en référence au roman de George Orwell. « Is Big Brother Here? » (Big Brother est-il là ?)

- Faut-il sacrifier la liberté à la sécurité ?
- La sphère privée peut-elle résister à son invasion par la sphère publique ?

- La fin justifie-t-elle les moyens ?
- La raison d'État est-elle légitime ?

Telles sont les questions qui seront posées au cours de trois jours intenses de débats et de conférences, avec une centaine d'exposants. Fondée et produit par [Mark Skousen](#), ancien président de la *Foundation For Economic Education* (FEE), la FreedomFest invite les plus brillants esprits du monde entier à se rencontrer et à élaborer des stratégies pour l'avenir de la liberté.

Ce festival indépendant et non partisan n'est affilié à aucune organisation religieuse ou politique particulière. Une conviction philosophique commune anime toutefois les participants : une société libre, prospère et pacifique doit être construite autour de l'échange volontaire plutôt que sur la relation inégale entre un pouvoir centralisé et des citoyens dépendants. Plus de responsabilité individuelle et moins d'État, tel est le credo des libertariens.

À la lumière de ce credo, seront examinées également les grandes questions économiques et politiques de notre époque :

- « Les think tanks font-ils la différence ? » avec John Allison (Cato), Grover Norquist (Americans for Tax Reform), David Nott (Reason), et Darcy Olsen (Goldwater Institute).
- « Le salaire minimum, est-il bon ou mauvais pour les travailleurs ? » avec le Professeur Jeff Waddoups (Université de Las Vegas) vs Mark Skousen (Université Chapman).
- « Faut-il défendre un impôt progressif ou un impôt à taux unique ? » Lanny Ebenstein (Université de Santa Barbara) versus Steve Moore (Heritage) et Dan Mitchell (Cato Institute).
- « Les inégalités sont-elles bonnes pour la société ? » avec John Mackey, pdg de Whole Food Market.
- « Orwell et Huxley étaient-ils trop optimistes ? » **par** Mark Littlewood, président de l'Institut des Affaires Economiques (IEA) à Londres.
- « Saint- Augustin versus saint Thomas d'Aquin : qui a gagné en Occident ? » par Tom Palmer (Atlas Network).
- « Confucius était-il libertarien ? » par Keli'i Akina (Hawaï)

Atlas Shrugged III en avant-première

Parmi les événements exceptionnels de cette rencontre, il y aura une grande avant-première : la projection de la 3^{ème} et dernière partie d'Atlas Shrugged, le film adapté du célèbre roman d'Ayn Rand . Elle aura lieu lors de la pré-conférence, le mercredi 9 après-midi, au cours du gala d'ouverture de la FreedomFest dans la grande salle de bal (Celebrity) de l'hôtel Planet Hollywood sur le Strip.

John Stossel, le présentateur de Fox Business, accueillera l'événement et présentera le film. Après la projection, il interviewera les producteurs et les acteurs.

Ensuite, pendant 3 jours, se tiendront de grands débats (7 ou 8 panels en simultané) autour de sujets divers allant de l'économie à la politique étrangère en passant par les nouvelles technologies, les arts et la culture.

Pour le centenaire de la Grande Guerre, plusieurs conférences sont prévues. L'historien H.W. Brands (Université du Texas) interviendra sur le thème : « La guerre qui a mis fin à la paix » et Tom Palmer sur : « Les idéologues de la guerre et la réponse libertarienne ».

Également éducative et divertissante, la FreedomFest abordera les sujets suivants :

- « Comment séduire la génération Y et gagner l'avenir ! » avec Matt Welch et Nick Gillespie du magazine Reason
- « Démographie : pourquoi l'avenir est favorable à la liberté » avec Emily Ekins.
- « Big Brother Smackdown : comment les nouveaux médias combattent l'État de surveillance ».
- « Comment la Loi sur les espèces en voie de disparition nuit aux animaux en voie de disparition », avec Brian Seasholes.

Une vidéo pour présenter l'événement (<http://vimeo.com/70558676>) résume bien les enjeux philosophiques et politiques de la surveillance généralisée.

Un aperçu de

l'agenda : <http://freedomfest.com/blog/2014/04/25/whattoexpect>